



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

**S/PV.3004
15 août 1991**

FRANCAIS

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 3004e SEANCE

**Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 15 août 1991, à 15 heures**

Président : M. AYALA LASSO

(Equateur)

Membres : Autriche
Belgique
Chine
Côte d'Ivoire
Cuba
Etats-Unis d'Amérique
France
Inde
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Yémen
Zaïre
Zimbabwe

M. HAJNOCZI
M. van DAELE
M. LI Daoyu
M. BECHIO
M. ALARCON de QUESADA
M. PICKERING
M. ROCHEREAU de la SABLIERE
M. GHAREKHAN
M. FLOREAN

M. RICHARDSON

M. LOZINSKY
M. AL-ASHTAL
M. LUKABU Khabouji N'ZAJI
M. MUMBENGEGWI

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 15 h 30.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION ENTRE L'IRAQ ET LE KOWEIT

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais informer le Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Iraq et du Koweït des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur le point inscrit à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Al-Anbari (Iraq) et M. Abulhasan (Koweït) prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Le Conseil de sécurité va maintenant commencer l'examen du point inscrit à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de consultations antérieures.

Les membres du Conseil sont saisis des documents suivants : S/22559, qui contient un rapport du Secrétaire général en date du 2 mai 1991, présenté conformément au paragraphe 19 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité; S/22661, qui contient une lettre datée du 30 mai 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général; S/22792, qui contient un rapport du Secrétaire général en date du 15 juillet 1991, présenté conformément au paragraphe 4 de la résolution 699 (1991) du Conseil de sécurité; S/22799, qui contient une lettre datée du 15 juillet 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général par laquelle il transmet un rapport du Représentant exécutif du Secrétaire général sur les besoins humanitaires de l'Iraq; S/22761, qui contient une lettre datée du 4 juillet 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général; S/22871, qui contient un rapport du Secrétaire général en date du 1er août 1991 par lequel il transmet un plan de contrôle et de vérification

Le Président

continus de l'exécution par l'Iraq des dispositions des parties pertinentes de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité; et S/22872, qui contient une note du Secrétaire général en date du 1er août 1991 par laquelle il transmet un plan de contrôle et de vérification continus de l'exécution par l'Iraq des engagements prévus au paragraphe 12 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

Les membres du Conseil sont également saisis de trois projets de résolution qui sont contenus dans les documents suivants : S/22940, qui contient le texte d'un projet de résolution préparé au cours de consultations; S/22941, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques; et S/22942, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le premier orateur est le représentant du Koweït. Je lui donne la parole.

M. ABULHASAN (Koweït) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, au nom de la délégation du Koweït et en mon nom personnel, je suis heureux d'exprimer notre satisfaction de vous voir présider le Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous vous avons connu comme un diplomate hautement qualifié et comme une personne sage et juste. Ce sont des qualités qui aideront le Conseil dans ses travaux et ce sont aussi des garanties de succès. Le Koweït est également reconnaissant de l'appui qu'il a obtenu de votre gouvernement et de votre peuple durant la crise qu'il a vécue et durant la lutte qu'il a menée pour en éliminer les séquelles à long terme. Nous adressons aussi nos vifs remerciements et notre sincère reconnaissance au peuple ami de l'Equateur.

Ma délégation souhaite également exprimer ses remerciements à votre prédécesseur, M. Alarcón de Quesada, Représentant permanent de Cuba, pour la manière dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui, un an après ce jour funeste du 2 août 1990 et plus de cinq mois après la libération du sol vénéré du Koweït du joug des forces de l'agression et de l'oppression. Il n'est donc pas superflu de rappeler la gravité de l'agression inhumaine de l'Iraq contre le Koweït et les conséquences tragiques de l'oppression, de la domination, de la violence et de la destruction, qui sont toujours visibles et dont souffrent quotidiennement le peuple du Koweït et les résidents d'autres nationalités qui gagnaient très honorablement leur vie au Koweït.

L'agression iraquienne contre le Koweït n'avait pas pour objectif de régler des différends politiques, économiques ou des conflits frontaliers, comme l'a prétendu le régime iraquien au début. Cette agression était un acte expansionniste planifié méthodiquement et employant tous les moyens perfides. Au moment de sa crise et de ses difficultés, le Koweït, Etat épris de justice et de paix, s'est adressé à la légitimité internationale représentée par le Conseil de sécurité pour qu'il l'aide et le sauve du cauchemar de l'occupation et de son train de crimes abominables.

M. Abulhasan (Koweït)

Le Conseil de sécurité a réagi à la crise et à la catastrophe de façon efficace et a assumé sa responsabilité. Il a adopté des résolutions pour mettre un terme à l'agression, pour atténuer les conséquences de la crise, pour rétablir les droits usurpés et garantir le respect des conventions et des frontières existantes. Le Koweït est une fois de plus un Etat libre et indépendant, une oasis de paix où règne la justice.

Le Koweït a commencé aujourd'hui sa marche vers la reconstruction de l'infrastructure fondamentale du pays, qui a été détruite par l'agression iraquienne. En tant que pays qui adhère aux valeurs et aux principes universels, nous sommes profondément reconnaissants du rôle prépondérant et positif que les membres du Conseil de sécurité ont joué. Ils ont suivi le chemin de la droiture et démontré la solidarité et le soutien de la communauté internationale tout entière en demandant qu'il soit mis fin à l'agression et à l'occupation iraquienne du Koweït qui a duré sept mois et a dévasté mon pays.

Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui pour examiner trois projets de résolution qui traitent essentiellement des résultats de l'agression iraquienne contre mon pays - agression que le Conseil, en adoptant ses résolutions historiques, notamment la résolution 687 (1991), a réussi à enrayer au moyen de l'emploi de la force dans le cadre de la légitimité internationale. Les résolutions 686 (1991) et 687 (1991) qui ont toutes deux été adoptées après la défaite de l'Iraq et son retrait forcé du Koweït visaient à mettre fin aux conséquences de l'occupation de mon pays. La communauté internationale, telle qu'elle est représentée en ce conseil, a demandé à l'Iraq d'assumer ses responsabilités pour mettre un terme définitif à son agression et pour sauvegarder les droits des pays soumis à son agression. Le Conseil a demandé que soit rétablie la loi basée sur la justice et les principes de la Charte - système par lequel les pays assumeraient la responsabilité juridique de leurs actes.

Les revendications du Koweït, les revendications du Conseil de sécurité et celles de la communauté internationale sont la base de la levée des sanctions contre l'Iraq.

M. Abulhasan (Koweït)

Ils traitent des éléments suivants.

Premièrement, le retour immédiat et total de tous les prisonniers, Koweïtiens et résidents du Koweït.

Deuxièmement, toutes les armes de destruction massive doivent être supprimées. Elles doivent être détruites, enlevées ou rendues inopérantes.

Troisièmement, la frontière entre le Koweït et l'Iraq doit être déterminée conformément à la Convention de 1932.

Quatrièmement, l'Iraq doit retourner tous les avoirs volés au Koweït par le régime agresseur et son armée.

Cinquièmement, des indemnités doivent être versées pour les dommages subis par le Koweït et ses résidents.

Le régime iraquien a entériné ces réclamations en acceptant les résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 686 (1991) et 687 (1991). Nous avons tous attendu la mise en oeuvre complète de ces résolutions. Mais le régime iraquien ne semble pas avoir compris la leçon qui lui a été donnée. Il n'a pas compris le sérieux du Conseil de sécurité et de la communauté internationale dans la mise en oeuvre des résolutions. Cela peut créer un précédent dangereux dans les relations internationales s'il est permis à un agresseur, après sa défaite, de recueillir les fruits de son agression ou de s'en tirer sans assumer les responsabilités de son agression.

Malgré tout ce qu'ont subi l'économie et la population iraquiennes, le régime iraquien a poursuivi sa politique de leurres et d'atermolements. Il a refusé d'assumer ses obligations. Il a utilisé des prétextes inacceptables et des fondements illégaux pour justifier ses actions, et les résultats en sont bien connus. En voici quelques-uns.

Deux mille quatre cent neuf prisonniers koweïtiens et non koweïtiens, nationaux de 13 pays, sont toujours incarcérés dans les prisons iraquiennes. Ils sont privés de leurs droits fondamentaux définis par les résolutions du Conseil de sécurité 686 (1991) et 687 (1991), qui demandent leur retour immédiat au Koweït. Ils ont été utilisés par le régime iraquien comme futur moyen de pression. Ils ont été utilisés à des fins de chantage. Il n'est pas nécessaire d'être clairvoyant pour s'en apercevoir : ce sont des conséquences

M. Abulhasan (Koweït)

évidentes. Les prisonniers sont innocents. Le régime iraquien doit être tenu responsable de ses actions futures. La levée des sanctions économiques est étroitement liée à plusieurs engagements, notamment le retour au Koweït des prisonniers, conformément aux paragraphes 21 et 30 de la résolution 687 (1991).

Le régime iraquien, en poursuivant ses actions perfides, prétend que l'Iraq veut retourner ces prisonniers, mais que c'est le Gouvernement koweïtien qui les refuse. C'est un grand mensonge. Le régime iraquien a complètement ignoré les listes détaillées des noms des prisonniers koweïtiens et non koweïtiens lorsqu'elles ont été soumises au Comité international de la Croix-Rouge, qui essaie par tous les moyens de connaître leur situation. Il n'y a aucune réponse positive de la part du régime iraquien. Nous avons informé la Croix-Rouge des lieux de détention de ces prisonniers à partir de ce que nous ont dit les prisonniers libérés avant le cessez-le-feu. L'Iraq prétend qu'il y a des Koweïtiens et autres qui ont été faits prisonniers et qui veulent être rapatriés, mais que c'est le Koweït qui ne veut pas les recevoir. Voilà ce que dit le régime iraquien. En fait, la vérité est la suivante :

Premièrement, le régime iraquien n'établit délibérément pas de distinction entre retour et prisonniers, c'est-à-dire qu'il fait la même chose avec les prisonniers que ce qu'il fait avec ceux qui se trouvaient en Iraq lorsque les hostilités ont commencé, le 17 janvier dernier. Leur rapatriement n'a rien à voir avec ceux qui ont été faits prisonniers en territoire koweïtien durant l'occupation et ceux qui ont été empêchés par les hostilités de retourner au Koweït. Ces derniers ne sont pas considérés comme des prisonniers. Tous les Koweïtiens désirent regagner leur pays.

Deuxièmement, le régime iraquien souhaite envoyer des agents au Koweït pour mettre en oeuvre ses plans, sous prétexte de rapatrier des prisonniers.

Troisièmement, un grand nombre d'Iraqiens et autres veulent fuir ce régime iraquien abominable. Après avoir jeté leur carte d'identité, ils sont allés au Comité international de la Croix-Rouge en disant qu'ils étaient prisonniers ou qu'ils souhaitaient être rapatriés.

Quatrièmement, le Gouvernement koweïtien a reçu du Comité international de la Croix-Rouge la liste qui, selon le régime iraquien, comprendrait les noms de prisonniers koweïtiens et autres incarcérés au Koweït pendant

M. Abulhasan (Koweït)

l'agression et l'occupation iraqiennes. Nous avons examiné ces listes et les noms qui s'y trouvent. Nous les avons comparées avec le registre national du Koweït, dont un exemplaire a été conservé auprès des Nations Unies, conformément à la résolution 679 (1990), qui recense toutes les personnes présentes en territoire koweïtien jusqu'au 1er août 1990. Nous n'avons pas trouvé parmi tous ces noms ceux des personnes qui, selon le régime iraquien, seraient des prisonniers koweïtiens. Nous n'avons trouvé que 252 noms, et ces personnes ont été immédiatement acceptées en vue de leur rapatriement au Koweït.

Ainsi, la vérité claire est devant vous : le régime iraquien bafoue les droits et la dignité de l'homme, même si c'est la population iraquienne qui en paie le prix, aux dépens de sa santé et suite à la famine qui sévit en Iraq.

Je demande instamment à tout le Conseil et à la communauté internationale dans son ensemble d'exercer des pressions sur le régime iraquien pour faire libérer ces personnes innocentes. Le Conseil doit dire au régime iraquien de les libérer, parce que cette décision serait dans l'intérêt de ce régime. Ce serait dans l'intérêt de sa crédibilité et de sa population, et ceci serait aussi dans l'intérêt de la cause de la levée des sanctions.

M. Abulhasan (Koweït)

La possession par l'Iraq d'armes de destruction massive, chimiques, biologiques et nucléaires est un autre exemple de la duperie dont fait preuve le régime iraquien pour éviter de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Ce n'est que lorsque le Conseil de sécurité a menacé de recourir à la force militaire en vertu de la résolution 678 (1990), que le régime iraquien a dévoilé ses capacités.

La Commission spéciale sur les pratiques iraqiennes nous fournit quotidiennement de nouvelles informations sur les pratiques iraqiennes, qui ne font pas apparaître une coopération totale. Cela prouve que le régime iraquien a perdu sa crédibilité aux yeux de la communauté internationale.

Nous nous posons les questions suivantes : le régime iraquien a-t-il conscience du lien qui existe entre le respect de ses engagements et la levée des sanctions? N'a-t-il pas accepté ces obligations en tant que condition du cessez-le-feu? Ou bien le régime iraquien n'a-t-il aucun respect pour son peuple et son avenir et n'accepte pas d'assumer ses obligations? Souhaite-t-il maintenir son agression et son expansion non seulement contre ses voisins, mais contre son peuple qui ne possède pas d'armes pour se défendre?

En bref, seule la garantie de l'application complète de la légitimité internationale telle qu'incarnée dans les résolutions du Conseil de sécurité peut nous donner confiance dans l'acceptation par l'Iraq de ces résolutions. Si nous nous penchons sur les rapports des Nations Unies, nous voyons une grande différence entre ce que le régime dit et ce qu'il fait. De plus, nous savons d'expérience que le régime iraquien ne connaît que le langage de la force pour contrôler ses actes irresponsables.

Le Gouvernement iraquien continue de mener une politique qui a conduit à une crise, malgré le désastre humanitaire et matériel qui s'est abattu sur lui et qui est toujours à l'origine de la tragédie que connaît le peuple iraquien, lequel est encore l'objet aujourd'hui d'une agression de la part du régime iraquien, un régime qui tue son peuple au sud et au nord.

Mais on trouve des puits de pétrole en feu sur le sol koweïtien, qui ont été détruits par les forces iraqiennes avant de battre en retraite. Ces puits de pétrole en feu sont source de pollution et créent de nouveaux problèmes, alors qu'ils constituaient autrefois une source de richesse pour le Koweït et les ressortissants d'autres pays vivant au Koweït.

M. Abulhasan (Koweït)

L'ampleur du désastre est considérable. C'est pourquoi les Koweïtiens considèrent aujourd'hui que l'agression de l'Iraq contre le Koweït, contre son peuple et les résidents de différentes nationalités est un crime. Les crimes de l'Iraq s'inscrivent dans le cadre de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968. Cette convention stipule que la répression effective des crimes de guerre est un élément important de la prévention de ces crimes, de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, propre à stimuler la coopération entre les peuples et à favoriser la paix et la sécurité internationales.

Nous espérons que le Conseil de sécurité ou un organe établi par lui mènera une enquête sur les crimes perpétrés par le régime iraquien pendant l'occupation du Koweït, qui a opprimé le peuple de ce pays et détruit l'environnement de la région. Ces crimes de guerre se font au détriment de l'humanité et figurent parmi les pires crimes de droit international. Nous ne devons pas les oublier.

Il n'est pas question aujourd'hui de faire le récit des crimes commis par l'Iraq contre le Koweït, contre son peuple et les populations de la région du Golfe, puis contre des millions de personnes dans le monde entier qui ont subi de graves dommages. Nous devons démasquer la position iraquienne qui s'écarte de ses engagements et de la légitimité internationale. C'est pourquoi nous estimons qu'il est important que le Conseil suive de près l'attitude de ce régime hors-la-loi. Il est important que le Conseil revoit de façon continue les engagements de l'Iraq conformément au paragraphe 21 de la résolution 687 (1991), qui stipule que le Conseil de sécurité reverra tous les 60 jours la politique et les pratiques du Gouvernement iraquien, notamment pour ce qui est de l'application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil.

Les sanctions imposées par le Conseil de sécurité en vertu de ses résolutions ne constituent pas une guerre menée contre l'Iraq ni ne sont une invention. Elles représentent une action collective légitime menée, conformément à la Charte des Nations Unies, contre un membre de la communauté internationale dont le régime viole les résolutions du Conseil de sécurité. Pendant quatre mois, ce régime a refusé de se conformer aux résolutions de la légitimité internationale. Le Koweït estime qu'il serait à la fois utile et

M. Abulhasan (Koweït)

impératif que le Conseil de sécurité examine en détail toute mesure prise avant la levée de l'embargo économique décrété contre le régime iraquien, car nous devons être précis en ce qui concerne les critères établis pour la levée de l'embargo. Nous devons examiner minutieusement l'engagement de l'Iraq de respecter et d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et sa façon de coopérer avec le Secrétaire général et les Nations Unies à l'édification de la paix et de la sécurité dans la région du Golfe sur la base de la légitimité internationale, telle qu'incarnée par les résolutions du Conseil de sécurité.

M. Abulhasan (Koweït)

Le régime iraquien a mis en danger la paix et la sécurité internationales dans la région du Golfe et dans le monde entier. Ce danger persistera et la région ne connaîtra pas la stabilité tant que ce régime restera au pouvoir, et que l'on n'aura pas mis en place un dispositif international efficace pour contrôler son agressivité et son esprit vindicatif. Les sanctions imposées ne pourront être levées tant que le régime iraquien poursuivra ses activités en vue de leurrer la communauté internationale et de violer ses résolutions.

Le Koweït espère que la présente séance du Conseil de sécurité et les résolutions qui y seront adoptées apporteront un nouvel espoir de voir se régler le problème des personnes détenues, Koweïtiens et autres, et que l'on aboutira à des résultats positifs en consolidant les actions du Secrétaire général et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), d'autant plus qu'en vertu des normes actuelles, la détention de victimes innocentes dans des conditions peu sûres constitue un crime contre l'humanité.

La cause de ces prisonniers est une question vitale qui ne concerne pas seulement le Koweït et les Koweïtiens; elle a également trait à des questions de civilisation, de morale et de droit qui préoccupent la communauté internationale tout entière. Les familles et les amis de plus de 2 400 personnes s'adressent aujourd'hui au Conseil pour qu'il assume ses engagements envers la troisième et la quatrième Conventions de Genève.

Le Conseil de sécurité est en train d'écrire l'histoire. Il dresse le nouvel ordre international, fondé sur la justice, le droit et l'engagement de respecter la légitimité internationale. L'objectif de la Charte, qui vise à préserver les générations futures du fléau de la guerre, a commencé à être appliqué.

Dieu nous aidera. Nous prions Dieu ensemble pour que tout prisonnier soit libéré.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Koweït des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Iraq. Je lui donne la parole.

M. AL-ANBARI (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous présenter mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Vos

M. Al-Anbari (Iraq)

qualités sont bien connues, et nous sommes certains que la façon dont vous dirigerez les travaux du Conseil sera un modèle de bon sens, de justice et de diplomatie remarquable.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, de Cuba, qui a présidé nos travaux au cours du mois dernier.

Le représentant du régime koweïtien, qui m'a précédé, a, comme d'habitude, utilisé des termes erronés et obscènes, mais je n'y répondrai pas, d'abord parce que je ne veux pas m'abaisser à son niveau, et ensuite parce que ce qu'il a dit dans son ennuyeuse déclaration n'avait rien à voir avec le point inscrit à l'ordre du jour du Conseil.

Le Conseil est saisi aujourd'hui de trois projets de résolution. Je tiens à exposer la position de mon gouvernement sur chacun de ces projets, mais pour éviter toute perte de temps au Conseil, je présenterai brièvement la position de mon gouvernement sur deux de ces textes, les projets de résolution S/22940 et S/22942. Je demande en revanche que la réponse complète de mon gouvernement soit publiée en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

La position de mon gouvernement sur le projet de résolution S/22940 est la suivante : les revenus en devises étrangères de l'Iraq sont presque entièrement tributaires de ses exportations de pétrole. En tenant compte de la capacité de production des champs pétroliers irakiens, ces exportations, au cours des cinq prochaines années, n'atteindront pas le niveau fixé en juillet 1990 par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). La raison en incombe aux destructions infligées par les bombardements aériens de nos installations de production et d'exportation de pétrole. Il est donc prévu que pour la période 1991-1995, les revenus pétroliers de l'Iraq seront de l'ordre de 64,2 milliards de dollars. Cette projection est faite sur la base de 600 000 barils exportés pour le reste de 1991, en raison des graves dommages infligés à nos installations pétrolières, et de 2 millions de barils par jour en 1992. Avec optimisme, on pourrait espérer atteindre 2,85 millions de barils par jour en 1993 et 2,9 millions en 1994. Ces chiffres supposent une levée totale des sanctions imposées aux exportations pétrolières irakiennes et l'importation par l'Iraq d'équipement et d'autres nécessités indispensables au raffinement, à l'exportation et à l'expédition du pétrole.

M. Al-Anbari (Iraq)

On sait pertinemment que nos exportations non pétrolières sont extrêmement limitées; pour la période quinquennale 1991-1995, elles ne sont pas censées dépasser 930,5 millions de dollars.

Un examen minutieux de l'écart entre ces revenus et nos besoins en devises étrangères révèle une prévision de déficit sur ces cinq années de 149,2 milliards de dollars, soit une moyenne de 29,8 milliards de dollars par an pour cette période - alors que le déficit de 1991 devrait atteindre 47,8 milliards de dollars. La raison pour laquelle le déficit est plus élevé en 1991 par rapport au taux annuel moyen tient au coût énorme du service des dettes encourues cette année et l'année précédente : les versements comprennent tous les paiements dus en 1991 et les années précédentes, et aucun accord n'a été conclu sur un rééchelonnement de ces paiements. Les maigres ressources dont disposera l'Iraq au cours des cinq prochaines années ne seront pas suffisantes pour assumer ses obligations financières et répondre à ses besoins en denrées alimentaires et en produits médicaux - et cela ne tient même pas compte de la déduction de 30 % imposée à ces revenus.

M. Al-Anbari (Iraq)

C'est sur la base des estimations mentionnées tout à l'heure, qui reflètent clairement le déficit énorme et le grand écart qui existe entre les obligations financières de l'Iraq relatives à la dette étrangère et ses importations de base d'une part, et les revenus limités de ses exportations anticipées en 1991, et en particulier pendant les années suivantes; et sur la base des constatations faites en Iraq par le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies, M. Ahtisaari, qui a déclaré dans son rapport que le conflit avait eu des conséquences presque apocalyptiques sur l'infrastructure économique de base. Le rapport continue en disant que la plupart des moyens de vie moderne avaient été détruits ou bien étaient devenus très faibles et que l'Iraq était revenu à l'âge préindustriel et y resterait pendant un certain temps.

De ce fait, l'Iraq, avec ses ressources financières actuelles et futures en 1991 et après, ne peut rétablir seul la vie économique et sociale qui existait avant les événements de janvier 1991. Des efforts intenses au niveau mondial doivent être faits afin d'indemniser l'Iraq pour les dommages injustes infligés par les bombardements aériens à ses installations civiles et à sa structure économique afin d'aider l'Iraq à accélérer le retour à la vie normale.

Mon gouvernement a donc demandé que lui soit accordé un moratoire de cinq ans. Un tel moratoire pourrait être fixé comme il convient, sur la base des déclarations contenues dans le rapport du Secrétaire général qui reposaient sur les indicateurs économiques prévues pour 1993, même si les dommages qui vont aller en s'accroissant jusqu'en 1993 à cause du maintien de l'embargo économique rendront ces estimations encore pires que ce que nous avons déclaré.

Les prémices du rapport du Secrétaire général dont le Conseil est saisi nous obligent à déferer les déductions jusqu'en 1993 au moins, puisque les revenus du pétrole au cours de la période 1991 et 1992 ne seront approximativement que de 13 milliards de dollars. Cela signifie que le total des revenus du pétrole iraquien pendant ces deux années sera bien inférieur à ce qu'il faudrait pour répondre aux demandes de base qui sont chiffrées à 16 milliards de dollars pour ces deux années, bien qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent de possibilité pour l'Iraq d'exporter du pétrole ou des

M. Al-Anbari (Iraq)

produits pétroliers. De plus, l'embargo économique très important est encore en vigueur et les avoirs de l'Iraq à l'étranger sont encore gelés, malgré la décision du Comité des sanctions et la lettre du Président de ce comité qui en théorie ont dégelé ces avoirs, mais ont laissé aux Etats où ces avoirs se trouvent la possibilité de les maintenir gelés.

A la lumière des faits que je viens de mentionner, et que n'importe quel observateur objectif peut vérifier, l'Iraq demande un moratoire afin de lui permettre de faire face aux problèmes majeurs qui étouffent son économie qui, à son tour, menace d'affaiblir le peuple iraquien et ses générations futures. L'Iraq demande aussi une réduction du plafond de la déduction, afin qu'elle n'excède pas 10 % de la totalité de ses revenus du pétrole.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir accordé votre aimable attention à la déclaration qui indiquait la position de mon gouvernement en ce qui concerne le premier projet de résolution sur le fonds de compensation.

Permettez-moi maintenant de présenter en détail la position de mon gouvernement sur le deuxième projet de résolution contenu dans le document S/22941. Bien que ce projet de résolution prétende qu'il est conçu pour répondre aux besoins humanitaires du peuple iraquien, il est en fait l'un des projets de résolution les plus graves dont le Conseil ait été saisi depuis le début de ce que l'on a appelé la crise du Golfe. Par conséquent, permettez-moi tout d'abord de passer en revue les développements qui ont amené cette demande d'aide humanitaire au peuple iraquien, après quoi je présenterai la position de mon gouvernement en ce qui concerne les répercussions politiques graves visées par ce projet de résolution. Et ensuite je ferai des commentaires techniques de l'Iraq sur les différents points du projet de résolution.

En ce qui concerne les besoins humanitaires du peuple iraquien, les membres se souviendront que la mission envoyée par le Secrétaire général en Iraq pendant la période du 10 au 17 mars 1991, sous la direction du Secrétaire général adjoint, M. Martti Ahtisaari, et qui comprenait des représentants des institutions et programmes pertinents des Nations Unies, affirmait ce qui suit dans son rapport du 20 mars 1991, contenu dans le document S/22366 :

M. Al-Anbari (Iraq)

"Un très gros effort de mobilisation ... de ressources pour faire face à la crise qui sévit actuellement dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation, de l'eau, de l'hygiène et de la santé publique."

(par. 37)

Le rapport concluait :

"Il ne fait aucun doute que le peuple iraquien pourrait très prochainement être exposé à une nouvelle catastrophe, épidémies et famine incluses, si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises sans attendre. Le long été, avec ses températures atteignant souvent 45, voire 50 degrés, n'est plus qu'à quelques semaines de distance. Il faut agir, et agir vite." (Ibid.)

En dépit de tous ces avertissements, aucune mesure humanitaire n'a été encore prise. Il est vrai que le Conseil a adopté la résolution 687 (1991) le 3 avril 1991, en prenant en considération les recommandations de la mission des Nations Unies quand, dans le paragraphe 20 de la résolution, il a exclu les denrées alimentaires des sanctions et a apporté une rationalisation et une accélération de l'approbation du Comité en ce qui concerne les denrées alimentaires de base pour les civils indiquées dans le rapport de la mission des Nations Unies.

Le paragraphe 23 de cette résolution dispose que le Comité des sanctions peut approuver des dérogations à l'interdiction d'importer des produits de base ou des marchandises d'origine iraquienne afin de procurer à l'Iraq les ressources financières nécessaires pour importer des produits dont l'importation est approuvée par le Comité.

Cependant, il a été impossible pour l'Iraq, comme il l'a été pour le Comité des sanctions, d'exercer les pouvoirs autorisés par les paragraphes 20 et 23 de la résolution à cause de la position arbitraire soutenue par une petite minorité de membres du Comité des sanctions.

Le paragraphe 21 de la résolution 687 (1991) dispose également que le Conseil réexamine les dispositions du paragraphe 20 de la résolution tous les 60 jours afin de décider de réduire ou de lever les interdictions mentionnées au paragraphe 21. Malgré les 130 jours écoulés depuis l'adoption de la résolution 687 (1991), le Conseil ne s'est pas réuni pour reconsidérer les sanctions et pour donner à l'Iraq l'occasion d'indiquer au Conseil dans quelle

M. Al-Anbari (Iraq)

mesure il appliquait ses résolutions. Au lieu de cela, le Conseil s'est limité à des consultations officieuses, après quoi le Président a fait une déclaration présidentielle disant que les membres ne s'étaient mis d'accord sur aucune résolution.

Ici, je signale une fois de plus que le fait que le Conseil n'a pas pu examiner les sanctions et adopter la résolution nécessaire est dû également à la position d'une petite minorité de ses membres. Cette minorité est encline à empêcher l'Iraq de profiter des exceptions autorisées dans les paragraphes 20 et 23. Cette minorité est également encline à ne pas permettre aux autres Etats membres du Conseil qui appuient la levée des sanctions d'exprimer leurs vues officiellement et de présenter leurs positions publiquement.

M. Al-Anbari (Iraq)

Le paragraphe 22 de la résolution 687 de 1991 prévoit en fait la levée totale des sanctions une fois que le Conseil aura pris note du rapport du Secrétaire général sur le fonds de compensation, ce qui a déjà été fait, et une fois que le Conseil aura reconnu que l'Iraq a rempli toutes les conditions qui étaient imposées aux paragraphes 8 à 13 de la même résolution. Cela s'est produit et ce fait a été communiqué au Conseil par l'Iraq. Néanmoins, la même petite minorité a empêché le Conseil de décider si la deuxième condition avait été remplie, celle qui aurait permis la levée de toutes les sanctions imposées à l'Iraq par la résolution 661 de 1990 du Conseil. Cela étant, dans une lettre datée du 7 juin, la mission iraquienne a présenté une demande au Comité des sanctions visant à ce que soit levé le gel des avoirs irakiens déposés dans des banques britanniques, américaines et autres banques étrangères, dont le total, au 31 mars, atteignait 3 735 millions de dollars. Il s'agissait avec cet argent d'acheter des médicaments, des produits alimentaires et d'autres produits pour répondre aux besoins civils.

Néanmoins, alors que le Comité a reconnu qu'il était admis de dégeler ces avoirs, il a affirmé que les Etats où les fonds sont déposés ne sont pas obligés de les dégeler. Cela a permis le gel continu et a empêché l'Iraq d'utiliser ses avoirs en vue d'éviter les dangers soulignés dans le rapport de la mission des Nations Unies. Les Etats qui continuent de geler les avoirs de l'Iraq le font pour des raisons politiques qui leur sont propres et qui n'ont rien à voir avec les résolutions des Nations Unies.

D'autre part, le 14 mars 1991, l'Iraq a demandé au Comité des sanctions de lui permettre d'exporter du pétrole en quantités suffisantes pour rapporter environ 1,2 milliard de dollars, sur la base du paragraphe 23 de la résolution. Mais le Comité n'a pas pris de décision à ce sujet. L'Iraq a répété sa demande le 9 juillet 1991 pour qu'on lui permette d'exporter du pétrole pour un montant de 1,5 milliard de dollars dans le même but. Une fois de plus, le Comité n'a pas réussi à parvenir à un consensus et cette demande a été mise en sommeil.

M. Al-Anbari (Iraq)

L'Iraq a une fois de plus demandé au Comité qu'il approuve l'exportation de pétrole pour acheter des denrées alimentaires par le biais de contrats avec des sociétés étrangères tout en indiquant les quantités et les prix de ces denrées. Mais, une fois de plus, le Comité n'a pas réussi à atteindre le consensus et cette demande a été mise en sommeil.

Le gel dont il est question aux paragraphes 20, 21, 22 et 23 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, dont chacun prévoit des exceptions aux sanctions ou leur levée totale, était dû aux positions d'une petite minorité qui en fait ne dépasse pas un Etat plus trois. C'est cette minorité qui paralyse les travaux du Comité des sanctions.

En outre, cette minorité s'attribue le mérite d'empêcher le Comité d'adopter les résolutions nécessaires pour appliquer les recommandations contenues dans le rapport de la mission interorganisations dirigée par le Représentant exécutif du Secrétaire général, le Prince Sadruddin Aga Khan, qui figure dans le document S/22799 du 17 juillet 1991, qui a été rédigé à la suite de sa visite en Iraq du 29 juin au 13 juillet dernier.

Le rapport est le plus récent du Programme humanitaire interinstitutions des Nations Unies et fournit en 57 pages les informations les plus exactes et les statistiques les plus précises. J'aimerais citer un certain nombre de paragraphes de ce document :

L'orateur poursuit en anglais

"Nous avons vu de nos propres yeux des scènes qui ont déjà été longuement rapportées ... les enfants souffrant de malnutrition. Notre rapport n'est qu'une photographie dans le temps, qui tombe vite en obsolescence, mais le besoin de soulager ces souffrances demeure. Les statistiques sont dures et se passent de commentaires. Les conditions sont déjà graves dans les secteurs essentiels et ne pourront qu'empirer dans les semaines à venir. Il faut absolument réaliser une percée pour éviter la crise qui menace." (S/22799, par. 131)

L'orateur reprend en arabe

Le rapport de la mission poursuit :

M. Al-Anbari (Iraq)L'orateur poursuit en anglais

"Cette mission a relevé les besoins humanitaires actuels en Iraq et a conclu que leur ampleur exigeait des fonds qui dépassent l'aide internationale et les palliatifs à court terme et qu'ils ne peuvent être satisfaits qu'au moyen des propres ressources du pays. Sur la base de nos délibérations avec les autorités iraqiennes, il semblerait toutefois possible de créer des dispositions en vertu desquelles les demandes de l'Iraq touchant les importations nécessaires pour suffire aux besoins exposés dans ce rapport seraient présentées à l'Organisation des Nations Unies et soumises à une surveillance appropriée. Il n'est pas indispensable de préciser ici les modalités à retenir. La formule à laquelle on arriverait préciserait que toutes les transactions à fournir à l'Organisation seraient clairement notées." (Ibid., par. 137)

L'orateur poursuit en arabe

Enfin, je dois rappeler au Conseil le contenu du paragraphe 138 du rapport, car le projet de résolution dont le Conseil est saisi va dans la direction opposée de celle qui est préconisée dans le rapport.

L'orateur poursuit en anglais

"C'est un principe humanitaire cardinal que des civils innocents - et surtout les plus vulnérables - ne devraient pas être les otages d'événements qu'ils ne peuvent pas contrôler. Ceux qui souffrent déjà des ravages causés par la guerre ne peuvent continuer à payer le prix d'une paix amère. En outre, si des besoins non satisfaits font naître le désespoir, cette paix même risque de se révéler bien fragile. Si la faim et la maladie suscitent de nouveaux déplacements de population en Iraq, si les secours sont de nouveau recherchés au-delà des frontières du pays, la stabilité de la région sera de nouveau compromise, ce qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles. Le souci humanitaire et l'intérêt politique convergent pour chercher à éviter la catastrophe. Il est absolument impératif que les besoins essentiels de la population civile de l'Iraq soient satisfaits d'urgence et il faut rapidement se mettre d'accord sur le mécanisme qui permettra à l'Iraq d'utiliser ses propres ressources pour financer ses besoins à la satisfaction de la communauté internationale." (Ibid., par. 138).

M. Al-Anbari (Iraq)L'orateur poursuit en arabe

Malheureusement, cette petite minorité au Comité des sanctions a réussi à paralyser les travaux du Comité et sa capacité d'adopter une résolution. Par conséquent, le Comité n'a pas réussi à parvenir au consensus à propos de la mission dirigée par le Prince Sadruddin Aga Khan, ce qui a incité le Président du Comité à renvoyer la question au Conseil de sécurité pour que celui-ci prenne la décision qu'il jugerait appropriée, ce qui était précisément ce que recherchait cette petite minorité au Comité des sanctions. Pourquoi? Le secret réside dans les dispositions du projet de résolution dont le Conseil est saisi et qui ne cherchent nullement à répondre aux besoins humanitaires du peuple iraquien, mais plutôt à l'exploiter et à imposer à l'économie de l'Iraq de nouvelles sanctions financières et des restrictions dont il n'avait pas été question auparavant, et à violer sa souveraineté, ce qui est contraire à la Charte et à toutes les règles du droit international.

A toutes fins utiles, le projet de résolution vise à maintenir indéfiniment l'embargo économique, indépendamment des dispositions du paragraphe 22 de la résolution 687 (1991) et se limite à donner à l'Iraq un minimum de premiers secours de sorte que la population ne meure pas de faim, mais sans donner à l'Iraq la possibilité de reconstruire son économie, y compris son agriculture, son industrie pétrolière, son système d'irrigation, ses routes, ses moyens de communications, ses ponts et ses services sanitaires.

Le Comité des sanctions ne peut pas violer la résolution 687 (1991) ou présenter à l'Iraq de nouvelles demandes qui n'étaient pas prévues dans la résolution initiale. C'est pourquoi le Comité des sanctions a renvoyé le rapport du Représentant exécutif du Secrétaire général au Conseil, et nous sommes saisis d'un projet de résolution qui en fait mène à la catastrophe dont on nous prévenait au paragraphe 138 du rapport, que j'ai cité tout à l'heure.

M. Al-Anbari (Iraq)

Le projet de résolution dont est saisi le Conseil aboutira en réalité à maintenir la population iraquienne en otage sous le contrôle d'une petite minorité qui prétend défendre les droits de l'homme et la démocratie dans le monde, mais qui n'a pas de scrupules à assiéger toute la population iraquienne depuis plus d'un an. Cette minorité a refusé de lever le siège imposé à moins que l'Iraq n'accepte d'en payer le prix : abandonner ses recettes pétrolières et mettre ses exigences économiques et sa politique monétaire entre les mains d'un Etat, plus un qui s'est arrogé un droit de tutelle sur la population iraquienne, comme l'ont fait les puissances européennes au XIXe siècle à l'égard de l'empire ottoman et de l'Egypte sous les khédives. Ce qui est surprenant, c'est que, même si les Etats-Unis et leurs trois alliés ont annoncé qu'ils rejetaient l'utilisation de la nourriture comme arme politique, des Iraquiens, y compris des enfants, des malades et des vieillards, continuent à mourir tous les jours par suite de la malnutrition, du manque de médicaments et de l'embargo financier sur la nourriture, les médicaments, les avoirs financiers et le pétrole. Des milliers de personnes meurent chaque jour parce que cette minorité a décidé qu'elle, et non l'Iraq, par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies, fournira - voire distribuera - les denrées alimentaires, les médicaments et autres produits de première nécessité pour la population civile iraquienne, même si ces denrées alimentaires seront payées par des fonds iraquiens et la population iraquienne elle-même, et non pas issues de la générosité de ces Etats.

En août 1990, l'objectif de cet embargo inhumain visait prétendument à assurer le retrait des troupes iraquiennes du territoire koweïtien, qui s'est effectivement produit en février dernier. La poursuite de l'embargo confirme ce que l'Iraq a toujours dit : que cette alliance avait pour seul objectif de détruire l'Iraq en tant que force arabe réellement influente sur le sort de la région. Ainsi, l'alliance de 30 Etats ne s'est pas contentée de détruire l'infrastructure et les structures civiles de base de l'Iraq, mais a persisté dans sa tentative de détruire l'Iraq en maintenant l'embargo économique et en adoptant diverses résolutions qui visent toutes à mettre l'Iraq sous la tutelle permanente des Etats-Unis et leurs alliés, au nom du Conseil de sécurité et des comités qu'il a créés, en vue de gérer les affaires de l'Iraq et de contrôler ses exportations et ses importations ainsi que ses affaires internes.

M. Al-Anbari (Iraq)

J'aborde maintenant les aspects politiques du projet de résolution. Contrairement aux dispositions de la Charte des Nations Unies, le projet de résolution empiète gravement sur la souveraineté nationale de l'Iraq en tant que pays libre et membre fondateur des Nations Unies et impose un protectorat étranger sur la libre volonté de la population iraquienne. Le projet prive également le Gouvernement légitime de l'Iraq de ses pouvoirs et responsabilités envers ses citoyens et abolit son rôle qui consiste à en prendre soin, à leur fournir leurs moyens d'existence et à satisfaire leurs besoins quotidiens en denrées alimentaires et en services sanitaires et médicaux.

D'autre part, il donne aux puissances étrangères le droit de contrôler les ressources naturelles de l'Iraq et leur permet de disposer à leur gré de sa richesse et de ses recettes pétrolières, sans que la population et le Gouvernement irakiens aient le moindre droit d'investir ces ressources ou ces avoirs financiers, ni de définir leurs propres priorités dans l'élimination des effets de l'agression injuste qu'ils ont subie de la part des 30 Etats. Le projet subordonne aussi l'objectif humanitaire du rapport du Prince Sadruddin Aga Khan à des motivations politiques suspectes et crée de nouveaux problèmes pour l'Iraq, même si les prétextes invoqués pour imposer ces sanctions ont cessé d'exister. Le projet sape en fait les dispositions de la résolution 687 (1991) et transforme la levée partielle des sanctions en restrictions colonialistes qui priveraient l'Iraq de son droit à la pleine souveraineté, s'ingéreraient dans ses affaires internes, pilleraient ses richesses pétrolières et usurperaient son droit de disposer de ses propres avoirs financiers, bien que la résolution 687 (1991) permette à l'Iraq d'acheter des biens civils tels que des denrées alimentaires et des médicaments sans intervention ni tutelle.

Les auteurs de la résolution ont ainsi voulu circonvenir le rapport de l'organisation humanitaire internationale qui s'est déplacée partout en Iraq et a implicitement dévoilé la nature des crimes brutaux commis contre l'Iraq, lorsque son infrastructure et son économie nationale ont été détruites au moyen d'un plan qui n'avait rien à voir avec la prétendue crise du Golfe, mais qui visait à détruire le potentiel de l'Iraq et, par l'isolement de sa

M. Al-Anhari (Iraq)

population, à renverser, dans l'expression d'une haine profonde, les symboles de sa renaissance culturelle et de ses progrès globaux, et à réaliser les objectifs du sionisme mondial sous couvert de "légitimité" et de "nouvel ordre mondial".

Je veux maintenant aborder les aspects négatifs du projet de résolution. Alors que les auteurs prétendent que leur objectif est de s'attaquer à la sérieuse aggravation de la situation sanitaire et alimentaire de la population iraquienne et de redresser la situation décrite dans le rapport du Représentant exécutif, comme il est dit aux préambules B et C du projet de résolution, ce dernier impose en réalité des conditions à l'Iraq qui mènent dans la direction opposée à celle du présumé objectif de ses auteurs. Lorsque nous examinons les alinéas du préambule du projet, nous constatons qu'ils mêlent les cartes et embrouillent les faits. Nous notons l'alinéa du préambule qui renvoie aux prétendus détenus koweïtiens en Iraq. Cet alinéa a été superposé au projet et a été formulé de façon à déformer la vérité.

Ceux qui empêchent le retour des Koweïtiens en Iraq sont le Gouvernement du Koweït lui-même. Les autorités irakiennes, durant la période allant du 4 mars au 14 juillet 1991, ont rendu au Koweït 6 133 captifs koweïtiens sous la supervision du Comité international de la Croix-Rouge. Ce comité a aussi enregistré 3 400 Koweïtiens résidant en Iraq qui désiraient retourner dans leur pays, mais la partie koweïtienne a décidé de n'accepter que 128 individus et a traîné les pieds à propos du retour des autres, sous prétexte de vouloir vérifier leur identité. Quant aux prétendus disparus, le Gouvernement koweïtien persiste à fournir des listes de noms de personnes dont l'existence en Iraq n'a pas été confirmée par les recherches entreprises par les autorités irakiennes. Peut-être que certaines d'entre elles sont décédées par suite des bombardements alliés. De plus, le Gouvernement koweïtien ne s'est pas donné la peine de faire des recherches dans d'autres parties du monde au sujet de ces personnes. Bien sûr, il est inconcevable de s'attendre à ce que l'Iraq fasse apparaître quelqu'un à propos duquel il n'existe pas de renseignements. D'un autre côté, qu'est-ce que cela a à voir avec un projet de résolution censé traiter de la grave situation sanitaire et alimentaire de la population iraquienne? L'objectif derrière cette inclusion artificielle de prétendus détenus koweïtiens est de créer un prétexte supplémentaire pour maintenir l'embargo contre la population iraquienne.

M. Al-Anbari (Iraq)

L'alinéa E du projet prend note des conclusions du rapport du Prince Sadruddin Aga Khan, et en particulier de la proposition de vendre du pétrole pour financer une assistance humanitaire d'urgence. Le projet de résolution aurait dû chercher à réaliser cet objectif, mais il n'aurait pu être plus loin de cette recommandation dans sa lettre et son esprit. Les dispositions du projet ne permettent pas à l'Iraq de vendre son pétrole, mais permettent plutôt à d'autres Etats, par un mécanisme lent et compliqué, d'acheter des quantités limitées de pétrole iraquien. En outre, aucun accent n'a été mis sur l'assistance humanitaire, mais la priorité a été accordée à des versements au Fonds de compensation et aux dépenses de la Commission qui traite de la destruction des armes, la Commission qui traite de la restitution de la propriété koweïtienne et la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït. Ces dispositions prévoient des conditions et des coûts tels qu'ils saperaient les recommandations du rapport du Prince Sadruddin Aga Khan. L'alinéa G et le paragraphe c) du dispositif mentionnent la nécessité pour les Nations Unies d'intervenir dans la distribution de denrées alimentaires, de médicaments et de produits et matériels de première nécessité pour tous les groupes de la population civile iraquienne, sous forme de gestion, de contrôle et de surveillance par les Nations Unies.

M. Al-Anbari (Iraq)

Cette notion va totalement à l'encontre de la notion de souveraineté énoncée dans la Charte des Nations Unies. Bien plus, elle constitue un précédent grave au regard du rôle humanitaire des Nations Unies. Il existe en Iraq un système général juste de distribution de produits alimentaires, qui inclut toutes les personnes, Iraquiens et étrangers, résidant en Iraq, et permet à chacun de se procurer des aliments de base à des prix subventionnés. Le processus de vente s'effectue dans le cadre d'un système intégré et grâce à des agents de l'Etat et des marchés nationaux, et non au moyen d'une distribution d'aide au hasard. Aussi, la tentative d'imposer un système de supervision des Nations Unies, qui n'a aucune chance d'aboutir, ne vise qu'à porter atteinte à la souveraineté de l'Iraq, à désorganiser ses institutions administratives et économiques et à augmenter les coûts administratifs des citoyens iraquiens, au dépens des ressources de ce peuple.

Dans le paragraphe H du préambule, le projet de résolution rappelle l'importance que le Conseil attache à ce que l'Iraq permette l'accès sans entrave des organisations humanitaires à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Iraq et souligne l'importance que revêt le Mémorandum d'accord du 18 avril 1991. La référence ainsi faite à ce Mémorandum est injuste pour l'Iraq et ses droits. L'Iraq s'est acquitté de ses obligations en vertu du Mémorandum d'accord et du programme humanitaire des Nations Unies. L'Iraq agit conformément à l'accord et il n'y a aucun problème particulier à cet égard. Par ailleurs, le Mémorandum d'accord a trait au programme d'assistance volontaire fourni par des parties étrangères, alors qu'il est question dans le projet de résolution de la fourniture de produits alimentaires et de médicaments payés et distribués exclusivement avec des fonds iraquiens.

En outre, le paragraphe J prévoit que le Conseil agisse conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Invoquant le Chapitre VII, en ce qui concerne les sanctions, le projet de résolution, qui est censé être à caractère humanitaire, révèle une fois encore l'intention suspecte des auteurs, tout comme il révèle le caractère inhumain et exploiteur de ce projet.

J'en viens maintenant aux aspects techniques et pratiques des dispositions du projet de résolution. Le paragraphe 1 du dispositif subordonne l'autorisation des Etats d'importer du pétrole iraquien à sept

M. Al-Anbazi (Iraq)

conditions, y compris une condition de temps - six mois après l'adoption du projet de résolution. Cette condition ne prend pas en considération la procédure en vigueur dans le commerce international de pétrole, à savoir un contact annuel. Ainsi, l'objectif visé au travers de cette période de six mois est d'entraver le processus d'exportation iraquien de pétrole et de créer des obstacles à la commercialisation des quantités nécessaires pendant la même période, ce qui entraînerait à coup sûr une diminution du pétrole iraquien. D'autre part, le projet de résolution ne permet pas à l'Iraq d'exporter du pétrole sous sa responsabilité et de le vendre sur le marché libre, car une exception a été faite pour les importations en provenance d'Iraq et non pour les exportations par le Gouvernement iraquien. Il n'est donc pas possible pour l'Iraq de vendre son pétrole sur le marché libre, mais il permet à des Etats d'acheter des quantités très limitées de pétrole à des coûts très faibles. Il y a une condition financière, à savoir que les importations iraquiennes ne doivent pas dépasser la valeur, comme le bruit court, de 1,6 milliard de dollars, ce qui est bien en-deçà des besoins de l'Iraq pour financer ses importations. Cela est encore plus grave lorsque l'on voit que le projet de résolution donne la priorité à l'utilisation des revenus découlant des importations de pétrole iraquien par le Fonds de compensation à concurrence de 30 % pour le paiement des frais des différents comités établis par le Conseil.

La troisième condition a trait à l'approbation par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité de toute transaction, ce qui constitue une perte de temps et rendra difficile le pompage systématique du pétrole iraquien parce que, comme les membres le savent, le Comité ne se réunit qu'une fois par semaine suivant une tradition bureaucratique et sur la base du consensus, de sorte que tout membre du Conseil de sécurité au Comité peut empêcher toute transaction pendant des semaines en soulevant toutes sortes de questions qui, qu'elles soient inspirées par une bonne ou une mauvaise volonté, auront le même effet, à savoir faire obstacle à la commercialisation du pétrole iraquien et faire perdre du temps.

La quatrième condition concerne le versement des revenus du pétrole sur un compte-séquestre dans une banque choisie par les Nations Unies et administré par le Secrétaire général. Bien entendu, les coûts d'un tel compte seront défalqués des avoirs.

M. Al-Anbari (Iraq)

Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution stipule que les matériels dont a besoin l'Iraq doivent être définis par le Secrétaire général dans les 20 jours après l'adoption de la résolution, bien que le rapport définisse le type et les montants des matériels nécessaires pour éviter des épidémies et la famine en Iraq. De plus le projet pose comme condition que des marquages clairs soient effectués pour indiquer que les importations sont effectuées à des fins humanitaires et civiles, comme s'il s'agissait de contributions volontaires émanant d'organisations charitables, et non pas d'importations financées par des fonds irakiens.

Le paragraphe 1 propose également la distribution de matériels importés par l'Iraq pour le contrôle et la supervision des institutions des Nations Unies afin d'en assurer la distribution à travers l'Iraq. Cette condition ne tient pas compte du fait que l'Iraq compte 18 millions d'habitants et que les matériels seront distribués au moyen de cartes de rationnement, et non comme des subventions volontaires. Cela exige également la présence de milliers de fonctionnaires des Nations Unies, dont le coût sera assuré par l'Iraq, ce qui va à l'encontre de la souveraineté de l'Iraq.

Enfin, le déblocage du compte-séquestre sera également entrepris par le biais de résolutions du Comité des sanctions en trois étapes, ce qui risque de faire obstacle à l'importation de matériels humanitaires et civils par l'Iraq. Cette pratique est contraire aux conditions de paiement de ces sommes pour les importations.

En outre, le paragraphe 1 c) prévoit que les Nations Unies devront assurer la gestion, le contrôle et la supervision en vue d'assurer une assistance humanitaire émanant d'autres sources. Cette disposition signifie que des organisations humanitaires gouvernementales et non gouvernementales, et le personnel des Nations Unies qui fournit cette assistance au peuple irakien en coordination avec le Gouvernement irakien, cesseront de fournir cette assistance et deviendront une mécanique de gestion, de supervision et de contrôle, dont les coûts seront prélevés sur les ressources du peuple irakien, sans qu'il en tire de profits. En vertu de cette disposition, les Nations Unies pourront aussi, si elles le souhaitent, assumer d'autres fonctions, et le peuple irakien en supportera le coût.

M. Al-Anbari (Iraq)

Le paragraphe 3 du dispositif du projet stipule également qu'une partie de la vente du pétrole iraquien servira à financer la contribution de l'Iraq au Fond de compensation en raison de la destruction des armes et de la restitution des biens koweïtiens. Subordonner l'exportation de pétrole à des conditions pour répondre aux besoins humanitaires des Iraquiens va à l'encontre de la résolution 687 (1991), en particulier du paragraphe 19, qui prévoit que le peuple iraquien et sa capacité de paiement doivent être pris en considération. Ces dispositions n'ont pas été incluses dans le projet de résolution. Les déductions ne peuvent commencer qu'après une levée partielle et sous conditions, car le montant limité de pétrole exporté, s'il est approuvé, ne sera pas suffisant pour financer les besoins du peuple iraquien. Comment cela pourrait-il être suffisant après déduction du pourcentage en faveur du Fonds et pour le paiement d'autres coûts.

M. Al-Anbari (Iraq)

Quatrièmement, le projet de résolution viole la souveraineté de l'Iraq lorsqu'il lui demande de présenter des rapports mensuels sur ses avoirs en devises étrangères et sur ses ressources.

Pour sa part, l'Iraq a fait preuve de coopération dans tous les domaines en cherchant à remplir ses obligations au titre de la résolution 687 (1991) et a répondu de façon complète à la Commission spéciale et aux équipes d'inspection, en application de la section C de la résolution, dont la plus grande partie des dispositions ont été appliquées. En outre, l'Iraq a facilité la restitution des biens du Koweït. L'or a maintenant été rendu et des préparatifs sont en cours pour retourner les pièces de musées; et le Comité sur la démarcation de la frontière poursuit ses travaux à Genève, avec la participation active de l'Iraq. Ces réponses de l'Iraq devraient inciter le Conseil à lever complètement ses sanctions. Mais certains de ses membres s'y opposent pour des raisons politiques évidentes qui n'ont rien à voir avec les résolutions du Conseil, le droit international ou la Charte des Nations Unies. Ces pays n'hésitent pas à dévoiler leurs objectifs lorsqu'ils lient les sanctions au changement de régime politique en Iraq. L'Iraq, quant à lui, est prêt à faire preuve de la transparence nécessaire et a proposé les moyens de fournir des informations aux agences internationales au sujet des importations iraqiennes. L'Iraq s'est également engagé à fournir immédiatement des copies de tous les contrats d'achat et de ventes de denrées alimentaires et s'est déclaré prêt à vendre du pétrole aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à leur acheter des produits médicaux et alimentaires, et d'autres nécessités de base, pour qu'ils soient directement informés de toutes les exportations et de toutes les importations.

Le fait que cette initiative de l'Iraq n'a pas été prise en considération, ainsi que l'insistance des auteurs du projet de résolution sur leur programme, est une tentative délibérée pour faire obstacle à la levée des sanctions contre l'Iraq. En agissant ainsi, certains membres permanents essaient de fuir leurs responsabilités, d'affamer le peuple iraquien et de blâmer le Gouvernement iraquien, en ignorant les conclusions du rapport du Prince Sadruddin Aga Khan, et en proposant un mécanisme compliqué et peu réaliste de tutelle sur l'Iraq. Les auteurs veulent en fait maintenir le peuple iraquien en otage et lui proposer deux choix : soit permettre aux

M. Al-Anbari (Iraq)

pays colonialistes et néo-colonialistes de piller ses richesses pétrolières et de les contrôler indéfiniment, soit perpétuer l'état de famine et les conditions de vie désastreuses. L'Iraq ne permettra pas cela.

Je vais maintenant aborder brièvement le projet de résolution S/22942. Il convient de remarquer que ce projet de résolution se fonde sur deux points, à savoir les conditions dans lesquelles s'est effectuée la visite de la deuxième équipe d'inspection, du 22 juin au 3 juillet 1991, telles qu'indiquées dans les alinéas c, d, e et f du préambule; et la résolution du 18 juillet 1991 du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'Iraq a déjà clairement expliqué, sans ambiguïté et à maintes reprises, les circonstances qui ont entouré l'arrivée de la seconde équipe d'inspection. Les détails de ces circonstances ont été communiqués à la mission de haut niveau dirigée par M. Ralph Ikeus lorsque cette mission s'est rendue en Iraq. Le Gouvernement iraquien a fourni les assurances au plus haut niveau que ses autorités ouvriraient toutes ses installations aux équipes d'inspection. La mission de haut niveau a fait mention de ces assurances dans son rapport et a indiqué que l'Iraq allait désormais respecter ses engagements. Depuis lors, maintes équipes se sont rendues en Iraq et en ce moment même s'y trouvent une équipe d'inspection nucléaire et une équipe d'inspection biologique.

L'Iraq a ouvert toutes ses installations à la troisième équipe d'inspection et lui a fourni de nombreux renseignements, comme l'a indiqué le Directeur de l'AIEA dans sa conférence de presse au Siège des Nations Unies à New York, le 30 juillet 1991. Le Président de la quatrième équipe, Sir David Kaye, a lui aussi déclaré devant l'agence de presse à Bagdad que son équipe faisait des progrès et avait obtenu un grand nombre d'informations, et que les Iraquiens coopéraient avec elle. Quant aux autres équipes qui se sont rendues en Iraq, elles n'ont pas fait état d'obstacles ni de problèmes importants dans leurs travaux.

Peut-on réellement déclarer, plus d'un mois après les événements qui se sont produits lors de la visite de la deuxième équipe, et après la coopération dont l'Iraq a fait preuve avec toutes les équipes, qu'il n'est pas coopératif

M. Al-Anbari (Iraq)

et ne remplit pas ses obligations? Nous avons espéré que le Conseil de sécurité exprimerait sa satisfaction devant la coopération dont ont bénéficié les équipes internationales en Iraq et nous ne nous attendions pas à ce qu'il adopte une nouvelle résolution condamnant l'Iraq pour un incident isolé.

La plupart des membres de la deuxième équipe se trouvent actuellement en Iraq et bénéficient d'une coopération sans précédent. Les informations sont fournies promptement et le Conseil peut s'inspirer des opinions du chef de l'équipe qui se trouve maintenant à Bagdad. N'est-ce pas là une nouvelle preuve que l'Iraq respecte les résolutions du Conseil? Le Conseil de sécurité doit en tenir compte.

En dépit de tout cela, nous constatons que le projet de résolution ne comporte aucune disposition légitime. La plupart d'entre elles sont couvertes par l'accord sur les privilèges et immunités de la Commission spéciale, de l'AIEA et des équipes d'inspection, qui a été accepté par l'Iraq. A notre avis, cet accord est approprié, dans les conditions de coopération qui pourraient exister, et elles existent maintenant, pour autant que l'Iraq soit concerné. Le mois dernier a montré que ces conditions étaient plus propices qu'auparavant.

Enfin, nous voudrions demander à la Commission spéciale, aux équipes d'inspection et à l'AIEA si on leur a jamais refusé l'accès à certains endroits ou refusé d'inspecter certains matériels. Autant que nous sachions, il n'y a pas un seul endroit, comme l'indiquent les rapports des équipes d'inspection, qui n'a pas été inspecté par elles. Mais, pour être plus précis, il y a eu un endroit au sujet duquel on a jeté les hauts cris le 21 juin. Le chef de l'équipe de la troisième équipe d'inspection nucléaire a accepté de déplacer les matériaux qui se trouvaient là et deux membres de son équipe ont surveillé le processus. L'équipe a pris note de tous les matériaux, qui ont été photographiés et déchargés des camions sous la supervision de l'équipe. L'équipe internationale a laissé les matériaux non nucléaires pour qu'ils soient utilisés dans la reconstruction de l'Iraq. Les camions sont partis sous la supervision et avec l'approbation de l'équipe d'inspection. Tout a été consigné dans des inventaires et des listes ont été échangées entre la troisième équipe d'inspection et l'Iraq. L'équipement a été placé dans des entrepôts, rendant ainsi plus facile leur inspection par

M. Al-Anbani (Iraq)

l'équipe à l'avenir. Tout cela s'est fait calmement. Pourquoi alors inclure le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution en question? Au lieu de cela, le Conseil devrait exprimer sa satisfaction devant les mesures pratiques prises à cet égard, au lieu de condamner l'Iraq et de lui imposer de nouvelles conditions.

Je regrette d'avoir parlé aussi longuement. Mais en raison de ce qui se passe ici pour la première fois au sein du Conseil, à savoir l'examen de trois projets de résolution consécutifs, je me suis vu dans l'obligation de parler plus longuement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Iraq des aimables paroles qu'il m'a adressées.

Je crois savoir que le Conseil est maintenant prêt à procéder au vote sur les projets de résolution dont il est saisi. S'il n'y a pas d'objections, je vais mettre aux voix les projets de résolution dans l'ordre suivant : S/22940, S/22941 et S/22942.

Il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Je donnerai maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire des déclarations avant le vote.

M. AL-ASHTAL (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Tout d'abord, Monsieur le Président, je voudrais vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Nous connaissons vos grandes qualités, qualités qui reflètent le patrimoine latino-américain de respect pour la Charte des Nations Unies et le droit international. Votre présidence reflète également vos qualités diplomatiques, politiques et vos grandes compétences. Je suis tout-à-fait certain que vous dirigerez les travaux du Conseil avec succès.

Je voudrais également exprimer mes remerciements chaleureux au Représentant permanent de Cuba, l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, qui a habilement dirigé les travaux du Conseil de sécurité le mois dernier et qui ce mois-ci a coordonné les travaux du caucus des non-alignés au Conseil de sécurité.

Dans ma brève déclaration, je ferai des commentaires sur le projet de résolution S/22941.

Une année entière après l'imposition de sanctions globales contre l'Iraq, et près de six mois après la fin de la guerre qui a libéré le Koweït et a permis à son gouvernement légitime de revenir, le Conseil de sécurité se trouve en face d'un problème humanitaire d'une ampleur tragique. Malgré des rapports nombreux et incessants décrivant les souffrances du peuple iraquien dues au maintien de l'embargo - dont les conséquences terribles pourraient inclure la famine et la mort pour des centaines de milliers de personnes appartenant aux couches les plus vulnérables de la société iraquienne - le Conseil de sécurité ne se décide pas à faire face avec réalisme

M. Al-Ashtal (Yémen)

à la tragédie du peuple iraquien, qui a été la première victime de la crise du Golfe, et à la résolution par laquelle le Conseil de sécurité a imposé l'embargo contre l'Iraq, à la suite de la guerre qui a détruit l'infrastructure civile iraquienne.

Le 15 juillet 1991, le Prince Sadruddin Aga Khan, Représentant exécutif du Secrétaire général, qui a dirigé la mission interorganisations, a soumis un rapport complet sur la triste situation humanitaire en Iraq. C'était le second rapport, qui a suivi celui soumis il y a quelques mois par M. Martti Ahtissari.

Dans sa section II, "Résumé des principales conclusions et recommandations", le rapport dit :

"En ce qui concerne l'éventualité d'une vente de pétrole par le Gouvernement iraquien afin de financer ses importations, le paragraphe 23 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité confère au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) le pouvoir d'approuver des dérogations à l'interdiction d'importer des produits de base ou des marchandises d'origine iraquienne s'il en est besoin pour procurer à l'Iraq les ressources nécessaires au financement des médicaments et fournitures médicales, livraisons de denrées alimentaires et produits et fournitures de première nécessité." (S/22799, annexe, par. 32)

Plus loin dans la même section, le rapport dit :

"Si le Comité du Conseil de sécurité décidait d'autoriser l'Iraq à utiliser les fonds provenant des ventes de pétrole ou de faciliter l'utilisation des comptes bloqués pour permettre à ce pays de faire face à ses pressants besoins d'ordre humanitaire, le Gouvernement a fait savoir qu'il coopérerait à cet effort en communiquant les documents concernant les ventes de pétrole brut et les achats de biens d'importation autorisés. ... Il serait possible de mettre en place un mécanisme approprié de contrôle de ces soldes créditeurs." (Ibid., par. 34)

Il est regrettable que le Comité des sanctions, qui a entendu un rapport oral du Prince Sadruddin et d'autres membres de sa mission, ait été incapable

M. Al-Ashtal (Yémen)

de prendre une décision sur cette question, qui relève de son mandat conformément au paragraphe 23 de la résolution 687 (1991). Un mois entier après la présentation du rapport du Prince Saïruddin, le Conseil est saisi du projet de résolution S/22941, qui autorise la vente de pétrole iraquien durant une période limitée de six mois et pour un montant qui ne devra pas dépasser 1,6 milliard de dollars des Etats-Unis.

Même si le projet de résolution permettra finalement aux médicaments et aux denrées alimentaires nécessaires d'arriver en Iraq, il soulève de nombreuses questions de principe. Premièrement, quelle est la justification qui existe pour soumettre un projet de résolution spécial sur les aspects humanitaires de la situation en Iraq alors que le Comité des sanctions a mandat conformément au paragraphe 23 de la résolution 687 (1991) de prendre des décisions à ce sujet et de permettre à l'Iraq d'exporter du pétrole et des produits pétroliers pour faire face à des besoins exclusivement humanitaires? En d'autres termes, pourquoi le Comité des sanctions n'a-t-il pas permis que l'on prenne la décision nécessaire immédiatement après que le rapport du Prince Sadruddin Aga Khan a été soumis? Et pourquoi le Comité des sanctions et le Conseil de sécurité n'ont-ils pas accepté les recommandations raisonnables et bien réfléchies proposées par le Prince Sadruddin dans son rapport?

M. Al-Ashtal (Yémen)

Deuxièmement, les conditions complexes qui figurent dans le projet de résolution n'aboutiront-elles pas à créer des procédures administratives qui finiront par retarder l'arrivée de ces denrées alimentaires et de ces médicaments en Iraq? Et pourquoi le Secrétariat participe-t-il à des opérations techniques et commerciales qui ne feront qu'ajouter aux charges qui pèsent sur cette organisation?

Troisièmement, pourquoi ce projet de résolution humanitaire repose-t-il sur le Chapitre VII de la Charte? Il est vrai que les sanctions ont été imposées contre l'Iraq en invoquant le Chapitre VII; mais nous ne parlons pas maintenant de la levée des sanctions. Nous nous occupons seulement de l'approbation de certaines dérogations pour des raisons purement humanitaires. N'aurait-il pas été possible que le Comité des sanctions autorise les mêmes dérogations qui auraient abouti à l'exportation de pétrole iraquien à des fins humanitaires sans que l'on ait à faire référence au Chapitre VII de la Charte? Cette question prend une importance particulière si l'on songe à ce qui se passera à l'avenir et à la position que le Conseil de sécurité pourrait prendre au cas où l'Iraq rejetterait l'exportation de pétrole conformément aux conditions stipulées. Ce n'est pas là une possibilité théorique, car le Premier Ministre de l'Iraq a déjà rejeté le projet de résolution puisqu'il ne répondrait pas aux besoins humanitaires et, en même temps, porterait atteinte à la souveraineté de l'Iraq.

Quatrièmement, pourquoi le projet de résolution établit-il une confusion entre la situation humanitaire particulière de millions d'Iraqiens innocents et d'autres questions financières relatives au remboursement des frais de la Commission spéciale et de l'AIEA et de la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït? Le Conseil de sécurité pense-t-il que cette population vulnérable de l'Iraq qui affronte la famine et une mort lente peut être comparée avec le personnel des organisations internationales qui ne serait pas tellement gêné si le paiement de leurs traitements était remis à plus tard? N'était-il pas possible que le Conseil de sécurité permette la vente de quelques cargaisons de pétrole iraquien pour faire face aux frais des organisations internationales d'une manière spécifique, outre le financement du Fond de compensation qui a des répercussions sur de nombreux innocents Koweïtiens et autres qui ont perdu la vie, leur position ou leurs droits du

M. Al-Ashtal (Yémen)

fait de la guerre? Comment pouvons-nous interpréter cette confusion provoquée à dessein si ce n'est pour dire qu'elle représente une absence d'intérêt et même une négligence vis-à-vis du sort de millions d'Iraqiens innocents qui sont impuissants aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix.

Au Yémen, le peuple et le Gouvernement se préoccupent du sort de nos frères iraqiens, notamment les groupes vulnérables parmi eux, ceux qui tomberaient du fait de la situation humanitaire misérable qui règne en Iraq. Les experts des Nations Unies lancent depuis longtemps des avertissements et quelques-uns d'entre eux ont dit qu'une catastrophe imminente était inévitable. Par exemple, à la page 17 du rapport de la mission de Médecins pour la paix, on peut lire :

"A moins que les sanctions ne soient modifiées, il est probable que le service de santé publique s'effondrera, ce qui provoquera la mort de nombreux enfants, sans que cela soit justifié d'aucune manière."

En outre, les communiqués de presse ont indiqué que la population civile iraquienne disposant de revenus moyens a commencé à vendre ses biens précieux et même ses biens ménagers pour pouvoir se procurer des aliments vendus à des prix astronomiques. Quant à ceux qui ont des revenus limités en Iraq, ils connaissent le besoin, la pauvreté et la famine.

On s'attend, étant donné les attermolements du Conseil de sécurité, les complications du projet de résolution qui nous est soumis et son rejet par l'Iraq, que le blâme pour la famine qui frappe le peuple iraquien soit imputé à qui de droit. A ce moment là, le Conseil pourra-t-il rejeter sa part de responsabilité? Ce n'est pas la nature qui a créé cette famine et elle ne sera pas le résultat de la pénurie de ressources; le maintien des sanctions en sera l'une des raisons principales.

Le Conseil de sécurité dont le mandat est de maintenir la paix et la sécurité dans le monde entier ne devrait pas permettre que la famine se répande et risque d'aboutir à des migrations massives au-delà des frontières internationales, outre les possibilités d'instabilité et de rupture de la sécurité intérieure. Cela finirait par mettre en danger la paix et la sécurité dans la région. En outre, le Conseil de sécurité est responsable de la préservation de la vie et de la sécurité des êtres humains. Tout le monde prétend ne pas être hostile au peuple iraquien. Pourquoi dès lors certains

M. Al-Ashtal (Yémen)

insistent-ils pour continuer à le faire souffrir? Pourquoi ne lèvent-ils pas l'embargo qui affaiblit la société iraquienne et lui cause tant de préjudice au fil des jours?

Il est connu qu'il y a des fins politiques dont on ne parle pas au Conseil de sécurité. Mais ces fins pourraient-elles justifier ces moyens inhumains?

Chaque pays a le droit d'imposer un embargo contre un autre pays dans l'application de sa propre politique et dans la défense de ses intérêts. Mais le Conseil de sécurité ne devrait pas être utilisé pour réaliser des fins autres que celles qui sont conformes à la Charte et sont basées sur la Charte dans l'esprit et la lettre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Yémen pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. MUMBENGE GWI (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Je veux d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Vos talents de diplomate et votre riche expérience ont déjà laissé leur marque sur les travaux du Conseil. Votre sage direction du Conseil en ce mois permettra au Conseil de s'acquitter avec honneur de son mandat.

Je tiens aussi à exprimer notre profonde reconnaissance à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Ricardo Alarcón de Quesada, de Cuba, pour la manière efficace et compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier. Ce mois a réellement été fructueux grâce à son habile direction.

Je limiterai mes observations au projet de résolution S/22941.

La situation humanitaire critique qu'affronte la population iraquienne par suite de la guerre du Golfe a été une source de graves préoccupations pour le Zimbabwe.

Le Zimbabwe faisait partie des membres non alignés du Conseil qui ont présenté un projet de résolution en mars dernier destiné à atténuer les souffrances de la population civile de l'Iraq. En dépit du rapport détaillé soumis aux membres du Conseil par M. Martti Ahtisaari et qui dépeignait la situation humanitaire affligeante qui avait surgi en Iraq, le Conseil n'a pas été capable de prendre une décision sur cette proposition des membres non alignés du Conseil.

Le Représentant exécutif du Secrétaire général chargé des questions humanitaires dans la région du Golfe, le Prince Sadruddin Aga Khan, a soumis un rapport global et détaillé le mois dernier qui comportait un avertissement approprié selon lequel l'Iraq était au bord de la famine. Il précisait que tout retard du Conseil à agir pourrait entraîner une catastrophe dans ce pays.

Le Zimbabwe s'attendait donc que le Conseil réagisse promptement par le biais du Comité créé par la résolution 661 (1990), qui, en vertu du paragraphe 23 de la résolution 687 (1991), a le pouvoir d'approuver des dérogations à l'interdiction d'importer des produits de base ou des marchandises d'origine iraquienne, s'il en est besoin, pour procurer à l'Iraq

M. Mumbengegwi (Zimbabwe)

les ressources financières nécessaires à l'achat des biens de première nécessité pour la population civile. Il est donc regrettable que le Conseil n'ait pu tirer parti de cette procédure plus expéditive prévue dans la résolution 687 (1991).

De l'avis de ma délégation, le mérite principal du projet de résolution figurant dans le document S/22941 sur lequel nous nous apprêtons à voter est qu'il fournit une occasion de générer des ressources financières afin de répondre aux besoins humanitaires de la population iraquienne, de même qu'une indemnisation pour ceux qui ont subi des pertes et des épreuves par suite de la guerre du Golfe. Le Zimbabwe se félicite donc des mesures que va bientôt prendre le Conseil en vue de créer un mécanisme conçu pour répondre aux besoins des victimes de guerre tant en Iraq qu'au Koweït, et ailleurs.

Tout en nous félicitant que le Conseil prenne des mesures pour répondre aux besoins des victimes de la guerre du Golfe, nous ne pouvons manquer de faire connaître nos réserves au sujet des dispositions du projet de résolution dont nous sommes saisis qui empiètent sur la souveraineté nationale.

Le Zimbabwe reconnaît effectivement la nécessité d'assurer la transparence dans toutes les transactions à effectuer en vertu de la résolution dont nous sommes saisis. Néanmoins, nous sommes d'avis que des arrangements de vérification auraient pu être mis en oeuvre pour assurer la transparence sans empiéter sur la souveraineté.

En dernière analyse, ma délégation est d'avis qu'il ne faut laisser glisser entre nos doigts aucune occasion offrant la possibilité de soulager les souffrances de civils innocents.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Zimbabwe pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. ALARCON de QUESADA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, dans l'une de nos discussions privées, qui semblent accaparer de plus en plus l'essentiel des activités du Conseil, j'ai déjà eu l'occasion d'exprimer la joie de notre délégation, et la mienne personnellement, de vous voir accéder à la présidence du Conseil. En cette occasion où nous nous réunissons officiellement, je veux maintenant réaffirmer

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

notre satisfaction à ce sujet et dire que, aux raisons exprimées à ce moment-là, s'ajoute le fait d'avoir pu vérifier ce qui, nous le savions, se produirait au cours des deux premières semaines d'août : la démonstration de votre compétence, de votre sens de l'équité, de votre sens de l'équilibre et de votre habileté diplomatique dans la conduite des travaux du Conseil.

Ma délégation va traiter du projet de résolution qui figure dans le document S/22941. Ce projet de résolution a été identifié, je ne sais trop pourquoi, comme "une résolution humanitaire". Cela tient apparemment aux situations dont sont informés les membres du Conseil de sécurité, bien qu'ils ne les aient pas examinées de manière officielle et expresse, et aux informations qui ont été diffusées ces derniers mois et qui illustrent la grave situation que connaît la population civile iraquienne, comme conséquence de la poursuite d'un régime draconien de sanctions économiques.

De l'avis de ma délégation, le Conseil aurait dû agir depuis longtemps pour mettre définitivement fin aux sanctions économiques, qui n'étaient plus justifiées depuis le moment où avaient disparu les motifs qui en étaient à l'origine, tels que définis dans la résolution 661 (1990). Un an après l'adoption de cette résolution et l'imposition d'un régime de sanctions contre l'Iraq, on nous présente un projet de résolution qui se prétend humanitaire, mais qui, en réalité, équivaut à entériner et à maintenir ces sanctions et même à les élargir, comme pour le cas des médicaments et autres fournitures.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

Dans la résolution 661 (1990), adoptée il y a un an, avant que le commencement des affrontements militaires sur le territoire iraquien, le Conseil décidait d'exclure les fournitures à usage exclusivement médical, et dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, les produits alimentaires. Ainsi, nous avons reçu de nombreuses informations, certaines émanant de missions envoyées par les Nations Unies elles-mêmes, qui font très clairement état de considérations humanitaires. Le Conseil est maintenant invité à ajouter la fourniture de médicaments et une aide médicale au régime des sanctions, en plus des produits alimentaires, en vertu d'une autorisation qui serait l'objet de certains contrôles pour l'exportation de pétrole iraquien et l'acquisition de certains de ces produits, mais soumise à ce qui nous paraît être un système de contrôle strict et injustifiable en vertu des sanctions. Le Conseil examine ce projet de résolution ainsi que deux autres. L'un d'entre eux existe depuis plus de deux mois. Il concerne l'établissement d'un plafond pour la contribution de l'Iraq au Fonds de compensation et, comme chacun le sait, il n'a pu être examiné par le Conseil parce qu'une délégation avait quelques difficultés avec le texte. Il semble d'ailleurs que ces difficultés n'existent plus et ce, sans qu'il y ait eu de débat.

Le Conseil avait la possibilité, voire le pouvoir, conformément à ses propres résolutions, de se pencher sur les besoins humanitaires de l'Iraq et d'assouplir le régime de sanctions pour que ces besoins soient mieux pris en compte, répondant ainsi aux préoccupations humanitaires qui semblent inspirer les membres du Conseil.

Je rappelle que le paragraphe 21 de la résolution 687 (1991) prévoyait que nous devions revoir les dispositions du paragraphe tous les 60 jours afin de déterminer s'il y a lieu de limiter ou de lever les interdictions qui y sont visées. Plus de deux périodes de 60 jours se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution par le Conseil, et ce dernier n'a toujours pas décidé s'il convenait ou non de limiter ou de réduire les interdictions et il n'a pas eu non plus la bienveillance de se réunir pour procéder à cet examen.

Nous sommes maintenant réunis dans des conditions bien particulières, comme nous l'avons plus ou moins décidé lors des consultations officieuses

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

dont je viens de parler, pour adopter, quelles que soient les explications que certains voudront faire, trois projets de résolution. Cependant, il ne faut pas déduire que parce que le Conseil ne débat en public des raisons ou de l'absence de raisons pour lesquelles on veut maintenir un système dont les conséquences sont très graves pour la population civile, ce débat n'existe pas. Il existe des rapports publics, des documents publics, des rapports de commissions qui se sont rendues en Iraq, et il y a eu de très intéressants débats et discussions. Ainsi, j'ai par-devers moi quelques documents qui montrent que certains comités du Congrès américain examinent les mêmes éléments depuis plus d'un mois. Ils ont examiné les mêmes points que ceux qui figurent maintenant dans le projet de résolution contenu dans le document S/22941. Un débat a même eu lieu au Congrès à la veille de la publication du rapport du Prince Sadruddin Aga Khan. De toute évidence, cette réunion s'est tenue avant que le Comité des sanctions examine ce rapport. En d'autres termes, les membres du Congrès des Etats-Unis et des personnes du Département d'Etat qui ont participé à cette réunion - le représentant permanent des Etats-Unis, je crois savoir, était présent - ont débattu avec leurs collègues parlementaires des idées que nous autres, membres du Conseil de sécurité, sommes cordialement convoqués aujourd'hui afin de les entériner.

Il y a donc eu débat. Un représentant de l'UNICEF a attiré l'attention sur un fait qui aurait du entraîner depuis longtemps une décision plus rapide de la part du Conseil, une décision comme celle que nous sommes priés de prendre aujourd'hui. Il a déclaré qu'il était conscient des conséquences politiques qui découlaient de cette question, mais il a également souligné que, quelles que soient les conséquences, nous ne devrions pas oublier que nous sommes ici face à un désastre humain dont les conséquences pèseront sur la conscience de l'humanité pendant longtemps. Il a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une catastrophe naturelle mais d'une catastrophe d'origine humaine.

Le représentant de l'UNICEF a déclaré qu'il souhaitait personnellement signaler le fait que des enfants mouraient chaque jour et qu'il a dû enterrer lui-même trop de petits enfants en Iraq pour se permettre de dire que la situation est acceptable.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

Ainsi, nous nous trouvons face à une situation qui exige que la communauté internationale fasse preuve de sensibilité à la suite des nombreux et fréquents rapports qui soulignent la gravité de la situation humanitaire de l'Iraq. Néanmoins, le projet de résolution dont nous sommes saisis, loin de résoudre cette question humanitaire, se propose de lier cette question à d'autres éléments et de l'insérer dans un contexte général que nous jugeons inacceptable. Il est tout à fait inacceptable que l'on veuille utiliser les produits alimentaires, les fournitures médicales, éléments vitaux pour la santé des personnes, comme instruments pour atteindre certains objectifs politiques. Nous estimons que les sanctions contre l'Iraq auraient dû être supprimées à partir du moment où les causes avancées comme justification avaient disparu et que le régime des sanctions n'aurait jamais dû inclure des éléments qui, d'un point de vue moral et sur le plan de la civilisation, ne peuvent être imposés à qui que ce soit.

Par ailleurs, ma délégation n'estime pas que le Chapitre VII de la Charte, pas plus que n'importe quel autre chapitre, autorise ce conseil à s'arroger certaines fonctions et responsabilités, ni à les confier au Secrétaire général, qui constituent une violation du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et du principe de l'égalité souveraine des Etats. L'établissement comme proposé d'un mécanisme reviendrait à porter atteinte à certains éléments de la souveraineté de l'Iraq et à soumettre ce dernier à un régime de tutelle qui va totalement à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la Charte.

Je crois qu'il convient de rappeler aux membres l'Article 78 de la Charte, qui stipule :

"Le régime de tutelle ne s'appliquera pas aux pays devenus Membres des Nations Unies, les relations entre celles-ci devant être fondées sur le respect du principe de l'égalité souveraine."

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

En fait, en pratique, on tente de poursuivre la guerre et l'affrontement avec l'Iraq depuis la cessation du conflit armé et l'adoption par le Conseil de différentes résolutions qui se proposaient d'y mettre fin, en utilisant pour cela l'Organisation des Nations Unies d'une manière indue. C'est pourquoi la délégation cubaine estime que le projet de résolution qui figure dans le document S/22941 est inacceptable, et elle votera en conséquence.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de Cuba des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution qui figure dans le document S/22940.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Autriche, Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Equateur, France, Inde, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Zaïre, Zimbabwe.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Il y a eu 15 voix pour. Le projet de résolution a donc été adopté à l'unanimité en tant que résolution 705 (1991).

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution qui figure dans le document S/22941.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Autriche, Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Equateur, France, Inde, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Zaïre, Zimbabwe.

Votent contre : Cuba.

S'abstiennent : Yémen.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Le résultat du vote est le suivant : 13 voix pour, une voix contre et une abstention. Le projet de résolution a donc été adopté en tant que résolution 706 (1991).

Le Président

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution qui figure dans le document S/22942.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Autriche, Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Equateur, France, Inde, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Zaïre, Zimbabwe.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Il y a eu 15 voix pour. Le projet de résolution a donc été adopté à l'unanimité en tant que résolution 707 (1991).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

M. ROCHEREAU DE LA SABLIERE (France) : Monsieur le Président, je souhaiterais en premier lieu vous dire combien nous sommes heureux de vous voir à la tête de notre Conseil, et remercier l'Ambassadeur Alarcón de Quesada pour la manière dont il a dirigé nos travaux le mois dernier.

Si nous sommes une fois encore réunis dans cette salle, un peu plus d'un an après l'invasion du Koweït par l'Iraq, cinq mois après la libération du Koweït, c'est d'abord pour traiter d'un problème humanitaire. C'est également pour réagir aux manquements réitérés des autorités iraqiennes à l'égard de leurs obligations au titre d'une section importante de la résolution 687 (1991), celle qui prévoit l'élimination des armes de destruction massive. C'est aussi pour parachever le fonctionnement du fonds de compensation.

Nous venons d'adopter trois projets de résolution sur ces sujets.

La situation créée en Iraq du fait du comportement du Gouvernement de Bagdad est suivie avec une grande attention dans mon pays. En mars dernier, au vu du rapport de M. Ahtisaari, le Comité des sanctions et le Conseil de sécurité ont jugé nécessaire d'assouplir l'embargo pour permettre à la population civile iraquienne d'avoir un accès plus aisé aux produits de première nécessité. Ma délégation y a activement contribué. En avril, la France a alerté la communauté internationale sur le sort tragique des populations civiles, kurdes notamment, qui fuyaient l'Iraq dans l'espoir

M. Rochereau de la Sablière (France)

d'échapper à l'inadmissible répression dont elles étaient victimes. Cette action a abouti à l'adoption de la résolution 688 (1991).

Il y a moins d'un mois, le rapport du Prince Sadruddin Aga Khan nous a décrit de façon détaillée la situation humanitaire en Iraq. Il a fait apparaître la nécessité de prendre des mesures urgentes pour éviter une dégradation sérieuse des conditions de vie de la population iraquienne, qui ne saurait être tenue responsable des fautes d'un régime qu'elle n'a pas librement choisi. Il convenait d'agir rapidement en s'appuyant sur la résolution 687 (1991), qui prévoyait que l'Iraq pourrait être autorisé, de manière ponctuelle, à exporter du pétrole pour financer des achats de biens essentiels. L'Iraq avait d'ailleurs présenté au Comité des sanctions plusieurs demandes en ce sens.

Nous nous sommes donc fondés sur ces éléments pour élaborer le texte que le Conseil de sécurité vient d'adopter. Il a paru indispensable de prévoir des modalités très précises pour la vente du pétrole iraquien, l'utilisation des ressources produites et la distribution des biens essentiels qu'elles permettront d'acquérir, car il fallait avoir l'assurance d'atteindre l'objectif prioritaire recherché, c'est-à-dire répondre aux besoins humanitaires de l'ensemble de la population iraquienne.

En effet, nous ne pouvions nous fier à un gouvernement qui tente de contourner les résolutions du Conseil de sécurité, qui pratique la dissimulation, qui interdit encore l'accès de certaines parties de son territoire aux représentants de l'Organisation des Nations Unies, qui retient contre leur gré des ressortissants du Koweït et d'autres pays, et qui continue de refuser au Prince Sadruddin Aga Khan et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) l'ouverture de centres humanitaires là où le besoin s'en fait pourtant sentir.

M. Rochereau de la Sablière (France)

Le texte adopté ne vise pas à établir des règles définitives, il a été conçu pour répondre à une situation d'urgence pendant six mois, donc sans préjuger l'avenir.

Les importations de pétrole iraquien autorisées doivent produire une somme qui a été déterminée à partir des évaluations des besoins essentiels présentées par le Prince Sadruddin Aga Khan. Une disposition permet au Conseil de sécurité de réajuster cette somme s'il apparaissait, au vu du rapport demandé au Secrétaire général ou d'informations qui lui parviendraient ultérieurement, qu'elle ne serait pas suffisante.

Nous avons considéré qu'il ne revenait pas au Conseil de fixer dans le détail, ni les modalités des transactions commerciales et financières autorisées par ce texte, ni celles du contrôle de la distribution des produits alimentaires ou médicaux afin d'en assurer l'accès à l'ensemble de la population iraquienne. Nous nous en remettons pour cela au Secrétaire général qui nous présentera ses recommandations.

Enfin, il était logique de prévoir, en application des résolutions antérieures, que les recettes des exportations de l'Iraq alimenteront aussi le fonds de compensation et permettront de financer les dépenses de fonctionnement des organes de l'Organisation des Nations Unies mis en place dans le cadre de la résolution 687 (1991), et notamment la Commission spéciale pour l'élimination des armes de destruction massive. La disposition particulière qui figure dans la résolution quant au montant du prélèvement destiné à alimenter le fonds de compensation à partir des exportations autorisées traduit notre souci de voir celui-ci rapidement provisionné. Par la suite, le fonds fonctionnera selon les modalités que son conseil d'administration décidera.

Le projet de résolution relatif aux questions nucléaires sur lequel nous venons également de nous prononcer répond au comportement inadmissible des autorités irakiennes. A plusieurs occasions déjà notre conseil a exprimé sa préoccupation à l'égard des violations répétées par l'Iraq de ses obligations, qu'il s'agisse de celles qui lui sont imposées par la résolution 687 (1991), ou de celles qui découlent de ses engagements à l'égard de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le non-respect a été

M. Rochereau de la Sablière (France)

constaté par le Conseil des gouverneurs de cette agence. Il a également marqué sa vive inquiétude à l'égard des tentatives de dissimulation de l'Iraq. Les éléments d'information qui ont été apportés ces dernières semaines par le Président de la Commission spéciale pour l'élimination des armes de destruction massive et par le Directeur général de l'AIEA, à l'issue d'inspections menées sur le terrain, sont accablants pour le Gouvernement iraquien. Il apparaît clairement que l'Iraq était engagé dans un programme de recherches secret, destiné à lui procurer l'arme nucléaire, en violation flagrante des engagements internationaux qu'il avait pris.

La résolution condamne donc les manquements de l'Iraq et précise certaines dispositions de la résolution 687 (1991) relatives aux activités de la Commission spéciale, afin d'aider celle-ci à mener à bien l'importante mission que lui a confiée le Conseil de sécurité.

Je terminerai en évoquant la résolution relative au pourcentage de la valeur des exportations de pétrole iraquien, dans la limite duquel le Conseil d'administration du Fonds de compensation devra fixer le montant effectif de la contribution de l'Iraq. L'adoption de la proposition que nous a faite le Secrétaire général à ce sujet, proposition qui tient compte à la fois des besoins du peuple iraquien et de la nécessité d'assurer de justes compensations, parachèvera la mise en place du Fonds de compensation créé pour indemniser les victimes de l'invasion et de l'occupation du Koweït. Comme la décision en a d'ores et déjà été prise à Genève, le Fonds examinera en priorité les petites demandes, essentiellement celles qui seront présentées par les personnes qui résidaient en Iraq et au Koweït, et qui ont dû quitter ces pays en y abandonnant leurs biens.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la France des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. PICKERING (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil et de la façon dont vous avez déjà dirigé notre travail; et je voudrais également remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, pour son travail le mois dernier.

M. Pickering (Etats-Unis)

Une fois de plus le Conseil a été convoqué pour prendre une décision sur les problèmes issus de l'agression de l'Iraq contre le Koweït.

La résolution que nous venons d'adopter en application de la partie C de la résolution 687 (1991) sur l'inspection et la destruction d'armes de destruction massive en Iraq appelle l'attention du monde sur le fait que l'Iraq n'a pas respecté la résolution 687 (1991) et sur les violations matérielles répétées de l'Iraq de ses obligations au titre du Traité sur la non-prolifération nucléaire. Je n'énumérerai pas en détail les exemples de non-respect et de violations matérielles, que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la Commission spéciale des Nations Unies ont si bien documentés au cours des récentes semaines, mais je noterai simplement que nous avons entendu deux autres rapports : la révélation par la Commission spéciale des violations de l'Iraq en matière d'armes biologiques, dans sa lettre en date du 5 août, et la preuve d'autres violations en matière d'armes nucléaires contenue dans la lettre de l'AIEA adressée au Secrétaire général le 6 août.

L'objectif premier de cette résolution est de renforcer le rôle de l'AIEA et de la Commission spéciale dans l'accomplissement de leur tâche importante qui consiste à éliminer la capacité de l'Iraq en matière d'armes de destruction massive, et à faire en sorte que de telles armes ne soient pas acquises de nouveau.

D'une part, cette résolution fournit à l'AIEA et à la Commission spéciale certains nouveaux instruments pour renforcer l'efficacité de leur travail. D'autre part, la résolution transmet un message à l'Iraq. Ce qu'on attend, en fait ce que l'on exige, c'est le respect complet par l'Iraq de ses obligations au titre des traités pertinents et des résolutions du Conseil de sécurité, ainsi que sa coopération sans réserve avec l'AIEA et la Commission spéciale.

La résolution humanitaire que nous venons d'adopter vise essentiellement à faire parvenir une aide humanitaire à ceux qui en Iraq en ont le plus besoin. Ce n'est pas une résolution qui lève les sanctions. En fait, elle renforcera les sanctions en empêchant le Gouvernement iraquien de rechercher des gains politiques et militaires par le biais de la misère du peuple iraquien qu'il a lui-même provoquée. En vertu des exceptions prévues au

M. Pickering (Etats-Unis)

paragraphe 23 de la résolution 687 (1991), nous faisons une exception pour un objectif spécial et limité, pour une période de temps limitée. Avec son insistance sur la distribution équitable et la surveillance, la résolution cherche à faire en sorte que les denrées alimentaires et les autres formes d'assistance humanitaire parviennent à ceux qui en ont le plus besoin. L'importance d'une surveillance vigilante de la distribution de l'aide humanitaire telle que prévue dans cette résolution ne peut être trop soulignée. Une surveillance soigneuse est requise afin de décourager la diversion des denrées alimentaires et autres formes d'assistance humanitaire vers les secteurs privilégiés de la société iraquienne, ou le mauvais usage de cette aide aux dépens de ceux qui en ont le plus besoin. Notre triste expérience a montré que cette sorte de diversion est une possibilité réelle, à moins que nous ne prenions des mesures pour l'empêcher.

En adoptant cette résolution, le Conseil a mis le Secrétaire général et le Secrétariat au centre du processus de fourniture d'assistance humanitaire à l'Iraq. Mon gouvernement reconnaît que la résolution impose un lourd fardeau au Secrétaire général dans l'établissement de son rapport sur un certain nombre de questions très techniques et très complexes auxquelles les Nations Unies ne s'étaient jamais attaquées auparavant, mais elle lui donne aussi l'autorité nécessaire pour proposer toute mesure supplémentaire qu'il jugerait nécessaire et appropriée pour surveiller, superviser et gérer cette opération. Par la suite nous dépendrons du Secrétaire général et des Nations Unies pour assurer que les objectifs de la résolution soient réellement réalisés. Nous sommes prêts, pour notre part, à aider de toutes les façons possibles. Nous apprécions l'excellent travail que le Secrétaire général a fait pendant la crise du Golfe. Nous sommes convaincus que les Nations Unies se montreront une fois de plus à la hauteur de ce défi. Je noterai également que nous avons accepté d'appuyer le plafond de 30 % imposé par la résolution 705 (1991) sur la base du fait qu'il existe un lien complet et direct entre la résolution 706 (1991) et toute vente ultérieure de pétrole par l'Iraq.

M. Pickering (Etats-Unis)

Il est important de noter qu'au cours des 10 dernières années, l'Iraq a dépensé 28 % de ses revenus pour de l'équipement militaire.

Enfin, je voudrais mentionner le besoin pressant et urgent pour l'Iraq de rendre tous les prisonniers de guerre et tous les captifs enlevés au Koweït ou dans d'autres Etats.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant des Etats-Unis des paroles aimables qu'il a bien voulu m'adresser.

M. LI Daoyu (Chine) (interprétation du chinois) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours et vous souhaiter plein succès dans vos travaux.

Je saisis également cette occasion pour exprimer mes remerciements les plus sincères à S. E. l'Ambassadeur Ricardo Alarcón de Quesada, Représentant permanent de Cuba, pour la façon admirable dont il a dirigé les travaux du Conseil de sécurité le mois dernier.

La délégation chinoise souhaite présenter sa position sur la résolution 706 (1991) que nous venons d'adopter. La situation sans cesse plus grave à laquelle le peuple iraquien doit faire face préoccupe depuis déjà un certain temps la communauté internationale, y compris la Chine. De solides recommandations ont été faites dans le rapport de S. E. le Prince Sadruddin Aga Khan, Représentant exécutif du Secrétaire général, mais il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas pris de décision sur ces recommandations.

La résolution 706 (1991) que nous venons d'adopter, permet à l'Iraq d'exporter du pétrole pendant une période déterminée pour financer l'importation de biens à des fins humanitaires. Cela permettra d'alléger, dans une certaine mesure, la situation très grave, sans cesse plus grave, à laquelle le peuple iraquien doit faire face. C'est dans cet esprit que ma délégation a voté pour la résolution 706 (1991).

Toutefois, nous estimons qu'il faut respecter la souveraineté de l'Iraq dans l'application de cette résolution. L'Iraq a le droit de jouer un rôle approprié dans l'achat et la distribution de produits alimentaires, de médicaments et autres matériels requis pour satisfaire les besoins civils essentiels.

M. Li Daoyu (Chine)

La somme désignée provenant des revenus du pétrole de l'Iraq devrait être utilisée essentiellement à des fins humanitaires. La quantité de pétrole que la résolution permet à l'Iraq d'exporter semble insuffisante pour répondre aux besoins humanitaires du peuple iraquien. Pour cette raison, le Conseil de sécurité devrait examiner de nouveau cette question à un moment opportun pour envisager la possibilité d'augmenter les quantités de pétrole dont la vente est permise et prolonger les délais fixés pour ces ventes.

Enfin, il convient de noter qu'il appartient au Conseil d'administration de la Commission des compensations des Nations Unies de décider du pourcentage des recettes provenant de la vente du pétrole qui devrait être versé au Fonds de compensation.

La délégation chinoise réserve sa position sur les questions dont je viens de parler.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la Chine des paroles aimables qu'il a bien voulu m'adresser.

M. RICHARDSON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un plaisir que de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil et en même temps je remercie l'Ambassadeur Alarcón de Quesada pour la manière dont il a dirigé nos travaux le mois dernier. En cette occasion cependant, je voudrais ajouter, Monsieur le Président, que nous vous sommes particulièrement reconnaissants de la patience, de la compétence et de l'équité dont vous avez fait preuve en dirigeant nos consultations sur ces questions importantes qui se sont déroulées durant les deux dernières semaines : merci beaucoup.

Mon gouvernement se félicite de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution fixant un plafond à l'hypothèque des revenus provenant de l'exportation du pétrole iraquien. Cette décision offre l'assurance que beaucoup de particuliers, de sociétés et d'institutions qui, du fait de l'invasion du Koweït par l'Iraq, ont perdu leurs biens et la vie parfois, recevront une certaine indemnité.

M. Richardson (Royaume-Uni)

J'ai noté tristement mais sans surprise, que dans la longue intervention que nous avons entendue tout à l'heure du représentant de l'Iraq, il n'y avait pas un mot de compassion pour les souffrances infligées à tant de gens innocents. Nous avons parfois tendance à les oublier, mais, ils sont bien sûr l'une des raisons principales de cette résolution.

Nous sommes heureux des résultats de la première session du Conseil d'administration de la Commission de compensation des Nations Unies qui s'est tenue en juillet et en août, et, à la lumière de ce que je viens de dire, en particulier de la décision de créer une procédure plus expéditive pour les petites requêtes. Nous attendons la poursuite des travaux de la Commission de compensation en septembre et octobre.

Je passe maintenant à la résolution que nous venons d'adopter sur les ventes de pétrole. Comme ma délégation l'a dit au cours des consultations officieuses des membres du Conseil le 5 août, lors du dernier examen des sanctions, mon gouvernement ne pense pas que le moment soit venu de lever les sanctions. Le Gouvernement iraquien n'a pas assumé un bon nombre de ses obligations. Par exemple, il n'a pas libéré les Koweïtiens et d'autres ressortissants étrangers, y compris M. Ian Richter, un ressortissant britannique. Il y a encore une grande quantité de biens koweïtiens à restituer. Et, de façon plus générale, les politiques et les pratiques de l'Iraq ont inclus l'oppression de son propre peuple au nord et au sud du pays.

Néanmoins, mon gouvernement n'a jamais cherché à faire de mal au peuple iraquien qui, après tout, n'a pas voix au chapitre dans son propre pays. Malheureusement, les méfaits d'un gouvernement d'un pays ne peuvent manquer d'avoir des incidences inévitables sur la population civile. Mais compte tenu des problèmes mis en lumière dans les rapports de M. Ahtisaari et du Prince Sadruddin par la suite, mon Gouvernement est disposé à accepter des ventes limitées de pétrole iraquien pendant six mois pour financer l'importation de denrées alimentaires, de médicaments et d'autres fournitures humanitaires. Une partie des revenus pétroliers doit aller au Fonds de compensation et doit servir à payer la Commission spéciale, les frais de la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït et les dispositions pour restituer aux Koweïtiens les biens pillés par l'Iraq.

M. Richardson (Royaume-Uni)

Compte tenu du palmarès récent du Gouvernement iraquien, il nous faut un système efficace des Nations Unies pour surveiller les ventes de pétrole et assurer la distribution équitable des fournitures humanitaires. Il faut que les groupes vulnérables de la population iraquienne dans toutes les parties de l'Iraq puissent avoir accès à cette aide humanitaire, et nous pensons qu'il devrait y avoir une disposition visant à ce que les Nations Unies puissent faire des vérifications au hasard à cette fin.

Cela dit, nous allons attendre avec intérêt les propositions du Secrétaire général dans 20 jours, et nous en tiendrons pleinement compte pour déterminer les mesures pratiques qui pourraient être nécessaires pour mettre pleinement en oeuvre les termes de cette résolution.

J'en viens enfin à la résolution que nous avons adoptée sur les armes de destruction massive, résolution d'une très grande importance. Nous pensons qu'il est essentiel que la Commission spéciale et l'Agence internationale de l'énergie atomique disposent de tous les pouvoirs nécessaires pour exécuter leurs fonctions en vertu de la résolution 687 (1991); c'est là, en fait, l'une des principales raisons d'être de cette résolution.

J'ai dit tout à l'heure que l'Iraq n'avait malheureusement pas rempli toutes ses obligations, et cela s'applique tout particulièrement à la question des armes de destruction massive. On apprend de plus en plus de détails qui donnent le frisson. Nous avons maintenant confirmation qu'il y avait bien un projet de "super-gun". Nous avons maintenant confirmation que l'Iraq a un programme de recherche biologique militaire ayant une capacité offensive. Nous avons confirmation que l'Iraq avait des stocks d'armes chimiques bien plus importants qu'il ne l'avait admis auparavant. Et, enfin, nous avons confirmation qu'il avait séparé le plutonium de l'uranium enrichi et qu'il développait des installations à l'échelle industrielle pour enrichir son propre uranium en utilisant à la fois des processus centrifuges et de séparation isotope électro-magnétique, cela soit dit en passant, en violation des sauvegardes prévues par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dont l'Iraq est signataire.

M. Richardson (Royaume-Uni)

Hier encore, un porte-parole du Secrétaire général a publié un communiqué de presse comportant d'autres détails sur le programme de recherche en armes biologiques de l'Iraq.

Je crains que ce ne soit une autre preuve que les déclarations qui nous ont été faites plus tôt sont loin d'être ce qui est souhaitable, et la résolution que nous venons d'adopter est parfaitement appropriée.

Dans ce contexte, et pour terminer, nous nous félicitons aussi de la publication des projets élaborés par la Commission spéciale et l'AIEA au sujet du respect futur. Nous les étudions attentivement et sommes certains que tous les membres leur accorderont une attention soignée dans les semaines à venir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni de ses paroles aimables.

M. HAJNOCZI (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence pour ce mois. Compte tenu de vos qualités personnelles et professionnelles et de votre expérience, nous sommes convaincus, comme nous avons déjà pu le constater, que le Conseil ne peut que bénéficier de votre direction dans l'accomplissement de ses travaux.

Je veux aussi remercier le Représentant permanent de Cuba, l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, pour l'excellente manière dont il a présidé le Conseil le mois dernier.

L'Autriche a voté, entre autres, pour la résolution 706 (1991) qui contient un ensemble de mesures visant à traiter diverses questions, d'abord et surtout des mesures pour faire face à la situation humanitaire en Iraq.

Nous sommes heureux de noter qu'il a ainsi été finalement possible de traduire en une résolution les résultats des consultations tenues par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990), tels qu'il les a rapportés aux membres du Conseil de sécurité au cours de consultations officieuses tenues le 25 juillet 1991.

L'action entreprise aujourd'hui s'impose vraiment de toute urgence. Le dernier rapport sur la situation de la population civile iraquienne, soit le rapport daté du 15 juillet 1991 élaboré par la mission interorganisations dirigée par le Représentant exécutif du Secrétaire général chargé du

M. Hainoczi (Autriche)

programme d'assistance humanitaire interorganisations des Nations Unies, brossait un tableau alarmant de la grave situation alimentaire et sanitaire de la population civile et du risque de détérioration continue de la situation.

Nous espérons que le Gouvernement iraquien, en dépit des déclarations antérieures contraires, tirera pleinement parti de l'occasion qui lui sera fournie de se procurer les recettes nécessaires à l'achat de denrées alimentaires, de médicaments, de produits et fournitures de première nécessité destinés à sa population civile. Faire moins pourrait avoir de graves conséquences, qui devraient être évitées dans le meilleur intérêt de la population iraquienne.

A ce sujet, la distribution équitable des importations à des fins humanitaires dans toutes les régions de l'Iraq et à tous les groupes de la population civile iraquienne est évidemment de la plus grande importance. Nous croyons comprendre que les dispositions pertinentes de la résolution 706 (1991) invitent le Secrétaire général à soumettre un rapport pour un rôle efficace des Nations Unies à cet égard, qui sera mis en oeuvre principalement par le personnel de l'ONU présentement en Iraq. Des rapports au Conseil de sécurité sur l'élaboration de ce rapport en vue d'assurer une distribution équitable nous permettraient d'en superviser la mise en oeuvre. Un autre élément important du rapport demandé au Secrétaire général réside dans l'évaluation des besoins humanitaires de l'Iraq, qui constituera le fondement de notre décision finale.

Alors que la résolution 706 (1991) trouve ses origines dans nos très sérieuses préoccupations au sujet de la situation humanitaire en Iraq, la résolution 707 (1991) et certaines parties de la résolution 706 (1991) traitent d'un autre problème fondamental : le refus par l'Iraq de respecter ses obligations en vertu de la résolution 687 (1991). Par son vote en faveur de la résolution 707 (1991), l'Autriche démontre l'importance cruciale qu'elle attache à leur plein respect. Dans ce contexte, je tiens à souligner notre appui aux activités de la Commission spéciale et de l'AIEA en ce qui concerne la section C de la résolution 687 (1991). Le résultat des missions qu'elles ont entreprises a démontré toute l'importance de leurs activités. Nous considérons la résolution 707 (1991) non seulement comme un message envoyé à

M. Hainoczi (Autriche)

l'Iraq, mais aussi comme un renforcement de la position de la Commission spéciale et de l'AIEA.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Autriche pour ses paroles aimables.

M. LOZINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je désire vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession au poste important de Président du Conseil de sécurité et exprimer notre confiance que vous continuerez de diriger les travaux du Conseil de sécurité aussi remarquablement et avec autant de succès qu'au cours de la première moitié de ce mois. Je veux aussi remercier l'Ambassadeur de Cuba pour avoir dirigé avec succès les travaux du Conseil en juillet, qu'il a menés avec son habileté de diplomate coutumière.

La délégation soviétique se réjouit que le Conseil de sécurité ait adopté trois importantes résolutions - deux à l'unanimité et l'autre à une écrasante majorité. Leur objectif est d'assurer la mise en oeuvre de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, qui a défini les mesures pour supprimer les conséquences de l'agression iraquienne contre le Koweït et rétablir la paix et la sécurité dans la région. Les résolutions adoptées permettent à l'Iraq, conformément aux arrangements établis par la résolution 687 (1991), d'exporter une certaine quantité de pétrole afin d'obtenir les ressources financières nécessaires à l'achat de denrées alimentaires, de médicaments et de produits et fournitures de première nécessité pour la population civile. En outre, les résolutions ont déclenché la mise en oeuvre de décisions antérieures sur le financement des activités du Fonds de compensation, de la Commission spéciale et de la Commission de démarcation de la frontière, ainsi que de diverses autres dépenses pertinentes des Nations Unies. Le Conseil de sécurité a également souligné l'importance du besoin de rapatrier tous les citoyens du Koweït et d'autres pays retenus par la force en Iraq et de verser une indemnité pour les propriétés pillées - point que l'Ambassadeur Abulhasan a souligné à juste titre dans son importante déclaration au début de notre séance.

M. Lozinsky (URSS)

Le plafond fixé par le Conseil pour les versements au Fonds de compensation crée, à notre avis, les conditions nécessaires pour une indemnisation des pertes subies par les victimes de l'agression et pour la solution des problèmes humanitaires pressants qu'affronte la population iraquienne, et permet aussi à l'Iraq de rembourser sa dette extérieure. En même temps, le Conseil de sécurité a condamné les graves manquements de l'Iraq à ses obligations en tant que partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à diverses obligations en vertu de la section C de la résolution 687 (1991).

M. Lozinsky (URRS)

A cet égard, le Conseil de sécurité a été contraint d'adopter diverses mesures concrètes pour empêcher l'Iraq de continuer à fouler aux pieds ses obligations internationales. Il est évident que nombre des dispositions des résolutions que nous venons d'adopter n'auraient pas été nécessaires si Bagdad n'avait pas constamment cherché à tromper la communauté internationale sur ses programmes militaires, et en particulier en ce qui concerne ses activités dans le domaine nucléaire, sans compter le retard mis par l'Iraq pour s'acquitter de ses obligations. Nous espérons fermement qu'à l'avenir l'Iraq respectera scrupuleusement ses obligations en vertu de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

En dernière analyse, cela répondrait aux intérêts de l'Iraq lui-même. Ce n'est qu'ainsi que l'Iraq pourra tourner une page de son histoire et reprendre une place digne au sein de la communauté internationale. L'application totale des décisions du Conseil de sécurité renforcerait également la capacité des Nations Unies d'agir en tant que garantes de la paix et de la sécurité, sur la base de la primauté du droit, et permettrait de prévenir de telles crises, tant dans la région que dans d'autres régions du monde.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. VAN DAELE (Belgique) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à la présidence. La façon exemplaire dont vous avez conduit nos travaux jusqu'à présent nous persuade que le Conseil remplira pleinement sa mission dans les semaines à venir. Par ailleurs, je tiens à remercier l'Ambassadeur Alarcón de Quesada pour l'efficacité et la courtoisie avec lesquelles il a présidé notre conseil au mois de juillet.

Nous venons d'adopter la résolution qui permet aux Etats de reprendre, pour une période de six mois et pour un montant limité, des importations pétrolières en provenance d'Iraq. Cette résolution rencontre les préoccupations humanitaires que ma délégation avait exprimées à plusieurs reprises, notamment au sein du Conseil et au Comité des sanctions. C'est pourquoi nous avons décidé de la coparrainer.

M. van Daele (Belgique)

Cette résolution permet à l'Iraq d'obtenir des revenus qui le mettront en état de financer ses importations alimentaires et de biens essentiels. Depuis le mois d'avril, ma délégation s'est exprimée en faveur de cette faculté, tout en précisant - et cela a son importance - que la communauté internationale se devait de veiller tout d'abord à ce que les revenus en question servent effectivement à des importations alimentaires ou essentielles et, ensuite, que la distribution se fasse équitablement au profit de toutes les couches de la population et de toutes les régions. Nous nous félicitons de ce que la présente résolution que nous venons d'adopter mettra en place un système fiable qui corresponde à cette double exigence.

A cet égard, la délégation belge sait gré au Secrétaire général d'avoir bien voulu accepter d'organiser ce contrôle et cette supervision, ceci après avoir d'ailleurs permis au Conseil d'évaluer les besoins humanitaires de l'Iraq, grâce au rapport excellent de son représentant spécial, le prince Sadruddin Aga Khan.

La résolution 706 (1991) qui est devant nous crée par ailleurs les conditions nécessaires afin de générer des revenus additionnels qui permettront d'alimenter le Fonds de compensation et de financer le coût de l'élimination de l'armement iraquien de destruction massive. Le Fonds de compensation disposera ainsi rapidement des moyens nécessaires pour compenser en priorité les cas humains individuels que son conseil d'administration, réuni à Genève, vient d'ailleurs de retenir à juste titre comme devant bénéficier d'une attention particulière.

Dans le même ordre d'idées, il était parfaitement justifié, pensons-nous, que le Conseil se prononce, au cours de la même réunion, sur les deux autres projets de résolution que nous venons d'adopter. En effet, le Fonds de compensation ne pouvait devenir opérationnel, particulièrement au bénéfice des cas individuels, aussi longtemps que le plafond des retenues sur les revenus pétroliers de l'Iraq n'avait pas été fixé.

Enfin - et je voudrais conclure par là - il nous a paru nécessaire que les procédures d'inspection des armes iraqiennes de destruction massive soient définies avec le plus grand soin au moment même où nous fixions les

M. van Daele (Belgique)

modalités de financement de la destruction de ces armes et au moment même où nous sommes en mesure de tirer toutes les conséquences de l'expérience de la Commission spéciale dans l'exécution de sa mission.

Voilà les remarques que m'inspire l'adoption des trois résolutions d'aujourd'hui.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la Belgique des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. GHAREKHAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : L'Inde fête aujourd'hui le quarante-quatrième anniversaire de son indépendance. En ce jour de bon augure, j'ai le plaisir de vous exprimer, Monsieur le Président, la satisfaction de ma délégation de vous voir présider les travaux du Conseil. Vous apportez à cette haute fonction une longue et riche expérience en matière de jurisprudence et de diplomatie. Durant ces deux semaines vous avez amplement fait la preuve de vos capacités et de votre clairvoyance.

Je tiens également à adresser les profonds remerciements de ma délégation au représentant de Cuba, l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, pour la façon dont il a dirigé les débats du Conseil le mois dernier.

Je limiterai mes remarques à la résolution 706 (1991). Les événements dont le Golfe a été le théâtre l'année dernière ont conduit le Conseil à se pencher sur le problème. Au cours des récents mois, une question d'une incontestable importance a été la réaction de la communauté internationale aux problèmes humanitaires dans la région. L'indépendance et la souveraineté du Koweït ont été rétablies, et nous partageons la joie du peuple koweïtien. Mais l'épreuve n'est pas terminée. Depuis lors, la population civile en Iraq est en proie aux souffrances et aux traumatismes. C'est ce qui nous préoccupe actuellement.

La question ne se limite pas, me semble-t-il, aux besoins humanitaires de ceux qui souffrent pour des raisons indépendantes de leur volonté. Le besoin et la nécessité de se pencher sur ce problème sont évidents. C'est sur la manière d'aborder le problème que la question se pose. Plusieurs rapports, qui émanent tant de l'ancien Sous-Secrétaire général, Martti Ahtisaari que de diverses missions d'organes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, jusqu'au dernier rapport du délégué exécutif du Secrétaire

M. Gharekhan (Inde)

général pour le Programme humanitaire interinstitutions des Nations Unies, le Prince Sadruddin Aga Khan, ont prouvé la situation misérable dans laquelle se trouve la population civile iraquienne à la suite de la guerre et des sanctions.

Ma délégation est préoccupée depuis plusieurs mois par le fait qu'il convient de prendre d'urgence des mesures efficaces pour atténuer le malheur de la population civile en Iraq. L'Inde a toujours estimé que le Conseil de sécurité a l'obligation de remédier au sort de personnes innocentes, tout comme la communauté internationale dans son ensemble vient en partie de le faire.

En coopération avec d'autres membres non alignés du Conseil de sécurité, ma délégation avait proposé, dès le début, un projet de résolution sur cette question, mais le Conseil n'a pu l'adopter. Le Président du Conseil avait attiré l'attention dans une déclaration sur l'importance des secours humanitaires pour la population civile.

Au Comité des sanctions, aussi bien qu'au cours des consultations officieuses, l'Inde a constamment et à plusieurs reprises préconisé une approche généreuse et efficace pour aborder la situation humanitaire de l'Iraq. A notre grand regret, nos efforts n'ont pas reçu le soutien unanime des membres du Conseil. Les préoccupations que je viens de mentionner ont justifié et continuent de justifier notre position à l'égard de l'examen de cette question par le Conseil.

Il va sans dire que les Nations Unies sont conscientes de la nécessité de réagir. Le Comité des sanctions, en particulier, a consacré beaucoup d'attention à ce problème. Ainsi, celui-ci a mis au point des procédures pour accélérer certaines formes d'assistance à l'Iraq.

M. Gharekhan (Inde)

A la suite des efforts des pays non alignés, dont mon propre pays, le Conseil a reconnu la nécessité d'aborder cette question avec tout le sérieux et toute l'urgence requise. Les réserves initiales de ma délégation devant ce qui nous semblait être des mesures insuffisantes pour traiter d'un problème de cette magnitude ont néanmoins été quelque peu dissipées par la manière décidée dont le Comité des sanctions, sous la présidence avisée de l'Ambassadeur Hohenfellner, de l'Autriche, a simplifié les procédures permettant d'apporter une assistance humanitaire à l'Iraq. La résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité a ensuite, notamment, défini le cadre humanitaire dans les circonstances qui existaient alors.

La situation humanitaire en Iraq est toujours sombre. La preuve la plus récente en est le rapport établi par le Prince Sadruddin Aga Khan à la suite de sa mission interorganisations en Iraq, le mois dernier. Après avoir décrit la situation désespérée de la population civile iraquienne, le rapport a conclu que l'Iraq avait besoin d'une aide d'urgence plus massive que celle que pouvait fournir le programme d'assistance internationale volontaire. Et à cet égard, il préconisait que l'on permette à l'Iraq d'utiliser une partie de ses revenus pétroliers. Nous sommes tous d'accord avec ce rapport sur ce point.

La résolution 706 (1991) qui vient d'être adoptée s'efforce, jusqu'à un certain point, de répondre à ces préoccupations. Ma délégation appuie l'idée de permettre la vente de pétrole iraquien pour financer, dans une certaine mesure, ses besoins humanitaires. Le paragraphe 23 de la résolution 687 (1991) du Conseil mérite d'être rappelé ici. Cette résolution avait établi les arrangements d'après-guerre pour l'Iraq, et le paragraphe 23 énonçait les dispositions qui devaient permettre de répondre aux besoins humanitaires qui existent actuellement et qui sont reconnus comme tels.

Ma délégation aurait préféré une approche claire et non ambiguë de cette question. La façon la plus simple et la plus efficace aurait été de prendre des mesures aux termes du paragraphe 23. Tel n'a pas été le cas, toutefois. Comme alternative, ma délégation aurait préféré que la résolution n'aborde que l'aspect humanitaire. Je réalise que d'autres questions importantes, notamment la question du rapatriement des Koweïtiens et des ressortissants de

M. Gharekhan (Inde)

pays tiers, ou de la restitution de leurs dépouilles mortelles, doivent être réglées sans retard. Mais étant donné le besoin urgent d'apporter une assistance à l'Iraq et compte tenu du fait que cette résolution était peut-être le seul moyen d'y parvenir, ma délégation a décidé de l'accepter. J'espère que son adoption permettra d'apporter rapidement et de façon efficace une assistance humanitaire aux groupes vulnérables de la société iraquienne.

La position de ma délégation quant au rôle des Nations Unies dans la fourniture d'une assistance humanitaire à l'Iraq est claire. Tout le monde est d'accord sur l'objectif, à commencer par ma délégation, à savoir que les ressources provenant de la vente du pétrole iraquien doivent être utilisées aux fins spécifiées et que les denrées alimentaires et autres fournitures doivent être distribuées de façon équitable dans toutes les régions de l'Iraq et à tous les groupes de la population civile iraquienne. Ma délégation pense fermement que cela doit être réalisé par des moyens qui soient à la fois conformes aux principes de la Charte, notamment au principe très important de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, et sous une forme aussi pratique et aussi simple que possible. Dans un tel processus, l'assentiment du pays en question est extrêmement important. L'absence de consentement ou l'absence d'une demande spécifique qui comprend un tel assentiment, ne ferait que déjouer les efforts. Ma délégation estime qu'il est particulièrement important que les mesures adoptées n'affectent pas de façon négative ni ne sapent la souveraineté de l'Iraq.

Le Prince Sadruddin Aga Khan lui-même a fait remarquer dans son rapport, dans le cadre d'une distribution équitable, qu'un système de rationnement alimentaire fonctionnant bien était déjà en place en Iraq. Le Prince a également indiqué que le Gouvernement iraquien acceptait un mécanisme de contrôle des recettes pétrolières, et de leur utilisation. Le rapport du Prince Sadruddin contient des suggestions utiles en ce qui concerne le système de surveillance qui pourrait être mis en place par les Nations Unies en vue de développer et de renforcer les dispositifs de contrôle actuels, dans le cadre de la présence humanitaire des Nations Unies en Iraq. Il est donc évident que les objectifs humanitaires que nous visons peuvent être réalisés de façon simple mais efficace, au moyen d'observateurs et de rapports réguliers, assortis de dispositions prévoyant des examens périodiques selon que de besoin.

M. Gharekhan (Inde)

Rien de cela ne requiert un lourd mécanisme des Nations Unies en matière d'administration ou de gestion. Une telle présence des Nations Unies, surimposée en quelque sorte à l'Iraq, serait importune, encombrante et coûteuse. En outre, des problèmes surgiraient quant à la compétence des Nations Unies et à la fourniture de personnel pour une opération aussi massive.

Ma délégation est d'avis que les dispositions de la résolution ne prévoient pas d'arrangements du genre tutélaire qui pourraient avoir pour effet une ingérence dans les affaires intérieures de l'Iraq. Le Secrétaire général, qui est prié de présenter ses recommandations en la matière dans 20 jours, tiendra sûrement dûment compte de ces éléments.

C'est à la lumière de ces considérations et compte tenu des préoccupations que j'ai tenté d'exposer, que nous avons voté pour la résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je tiens à féliciter l'Ambassadeur de l'Inde, au nom du Conseil de sécurité, à l'occasion de l'anniversaire, aujourd'hui, de l'indépendance nationale de l'Inde.

Je le remercie de ses paroles aimables.

M. FLOREAN (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un plaisir pour la délégation roumaine que de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'août. Comme vous l'avez prouvé au cours des deux dernières semaines, nous sommes certains que vos efforts seront couronnés de succès pour le plus grand bien de notre conseil.

Je voudrais également féliciter l'Ambassadeur Alarcón de Quesada, de Cuba, pour la façon efficace dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois de juillet.

Le Conseil vient d'adopter trois résolutions sur la situation entre l'Iraq et le Koweït, traitant d'aspects importants de la question. La première résolution fixe le plafond de la valeur des exportations de pétrole de l'Iraq qui sera versée au Fonds de compensation créé par la résolution 687 (1991). La deuxième résolution a trait au plan de surveillance et de vérification du respect par l'Iraq d'un certain nombre d'obligations en vertu des parties pertinentes de la section C de la résolution 687 (1991).

M. Florenn (Roumanie)

La troisième résolution autorise, dans des conditions particulières, l'importation par l'Iraq de pétrole et de produits pétroliers durant une période de six mois. Nous considérons que ces résolutions sont un élément important de la normalisation de la situation dans le Golfe. Le Koweït, qui a tant souffert au cours des six mois d'occupation, et les autres pays et individus affectés vont commencer à recevoir des indemnités. La situation de tous les groupes de la population civile iraquienne sera améliorée. Nous réalisons que les dispositions de la résolution 706 (1991) qui vient d'être adoptée sont extraordinaires et que le Conseil a été obligé de réagir de cette façon à cause des pratiques et politiques du Gouvernement iraquien. Nous voudrions souligner que la façon dont ces résolutions seront mises en œuvre constituera un test pour les autorités irakiennes et incitera le Conseil à accueillir plus favorablement à l'avenir les demandes de l'Iraq tendant à ce que les sanctions soient relâchées. C'est dans cet esprit que la délégation roumaine a voté pour les trois résolutions. C'est pourquoi nous lançons un appel solennel au Gouvernement iraquien pour qu'il s'acquitte de ses obligations internationales et qu'il agisse de bonne foi pour appliquer les dispositions des résolutions qui viennent d'être adoptées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la Roumanie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Je vais faire maintenant une déclaration en ma qualité de représentant de l'Equateur. Je reprends à mon compte toutes les paroles de félicitations qui ont été prononcées à l'adresse de l'Ambassadeur Alarcón de Quesada pour la manière dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier, et en fait, je réitère ce que j'ai moi-même dit le 8 août.

L'Equateur a voté pour les trois projets de résolution adoptés par le Conseil. En ce qui concerne la résolution 705 (1991), nous l'avons fait parce qu'elle reprend une recommandation faite par le Secrétaire général sur le pourcentage des ventes de pétrole iraquien qui devrait alimenter le Fonds de compensation. L'Equateur appuie les raisons qui ont été invoquées par le Secrétaire général dans son rapport pour parvenir à cette recommandation.

En ce qui concerne la résolution 706 (1991), l'Equateur a toujours soutenu le principe selon lequel les besoins humanitaires du peuple de l'Iraq méritent la considération la plus favorable et la plus opportune. Nous étions parmi les auteurs d'un projet de résolution dans ce sens, et nous avons toujours fait valoir au Conseil et au Comité prévu dans la résolution 661 (1991), que le Conseil devrait répondre aux besoins humanitaires du peuple iraquien. Les mesures contenues dans la résolution 706 (1991) contribueront, sans aucun doute, à alléger les souffrances et à répondre aux besoins essentiels de la population civile de l'Iraq.

L'Equateur, toutefois, a exprimé auparavant ses doutes quant à la sagesse d'examiner la situation en Iraq dans le cadre du Chapitre VII de la Charte et avec d'autres questions qui ont un effet sur les obligations assumées par l'Iraq, qui doivent être pleinement respectées, mais qui n'ont rien à voir avec la situation humanitaire. En outre, l'Equateur considère que la supervision et la surveillance des Nations Unies ne devraient pas amener l'Organisation à prendre des mesures contraires au respect permanent des principes de la Charte, en particulier les principes contenus dans les paragraphes 1 et 2 de l'Article II.

Le Président

Quant à la résolution 707 (1991), l'Equateur estime qu'à la lumière de l'expérience récente, son adoption était entièrement justifiée.

Je reprends maintenant mes fonctions de président du Conseil.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé, à ce stade, l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil restera saisi de la question.

La séance est levée à 18 h 55.